

# Plan Local d'Urbanisme

## Modification n°5 PLU MONTELEGER

Approbation PLU :	14/12/2015
Modification n°1 (procédure simplifiée) :	12/06/2017
Modification n°1 :	12/07/2017
Modification n°2 :	01/07/2019
Modification n°3 :	abandonnée
Modification n°4 :	en cours
<b>Modification n°5 :</b>	<b>en cours</b>



**BEAUR**

**Siège Social**  
10 rue Condorcet  
26100 Romans-sur-Isère  
04 75 72 42 00

**Bureau Secondaire**  
12 rue Victor-Camille Artige  
07200 Aubenas  
04 75 89 26 08

*mars 23*  
5.22.xxx



# Plan Local d'Urbanisme

## Modification n°5 PLU MONTELEGER

Approbation PLU :	14/12/2015
Modification n°1 (procédure simplifiée) :	12/06/2017
Modification n°1 :	12/07/2017
Modification n°2 :	01/07/2019
Modification n°3 :	abandonnée
Modification n°4 :	en cours
<b>Modification n°5 :</b>	<b>en cours</b>

### 1. Notice explicative

**BEAUR**

**Siège Social**  
10 rue Condorcet  
26100 Romans-sur-Isère  
04 75 72 42 00

**Bureau Secondaire**  
12 rue Victor-Camille Artige  
07200 Aubenas  
04 75 89 26 08

*mars 23*  
5.21.103

# SOMMAIRE

---

<b>1</b>	<b>LE DOCUMENT D'URBANISME DE LA COMMUNE</b>	<b>2</b>
<b>2</b>	<b>PROJET D'INSTALLATION PHOTOVOLTAÏQUE MAINTENANT UNE ACTIVITE AGRICOLE</b>	<b>3</b>
2.1	Le projet et le site retenu .....	3
2.2	Bilan des consultations faites avant le lancement de la modification du PLU.....	5
2.3	Evolutions du projet faites avant le lancement de la modification du PLU7	
2.4	Présentation détaillée du projet retenu.....	8
2.5	Modification du PLU .....	11
2.6	Zonage modifié.....	12
2.7	Règlement modifié.....	13
<b>3</b>	<b>LES PIECES MODIFIEES</b>	<b>37</b>
3.1	Pièce écrite modifiée .....	37
3.2	Pièce graphique modifiée .....	37

# 1

## LE DOCUMENT D'URBANISME DE LA COMMUNE

MONTELEGER dispose d'un Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.), approuvé par délibération du 14/12/2015. Depuis, ce document a fait l'objet de plusieurs modifications approuvées le 12/06/2017, le 12/07/2017 et le 1<sup>er</sup> Juillet 2019. Une modification n°3 a été abandonnée et une modification 4 est en cours.

A l'initiative de Madame le Maire est engagée une 5<sup>ème</sup> procédure de modification de ce PLU, afin de permettre la réalisation d'un projet de parc photovoltaïque sur une partie de la zone d'activités de Beauvert.

### CONSIDERANT

- Que le projet n'est pas concerné par les champs d'application prévus à l'article L.153-31 du code de l'urbanisme (changement des orientations définies par le PADD ; réduction d'un espace boisé classé, d'une zone agricole ou d'une zone naturelle et forestière ; réduction d'une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ; ouverture à l'urbanisation d'une zone AU de plus de 9 ans) ;
- Que le projet est concerné par l'un des champs d'application prévus à l'article L.153-41 du code de l'urbanisme (les modifications envisagées auront pour conséquences de majorer de plus de 20% les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan, de diminuer ces possibilités de construire, ou de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser)

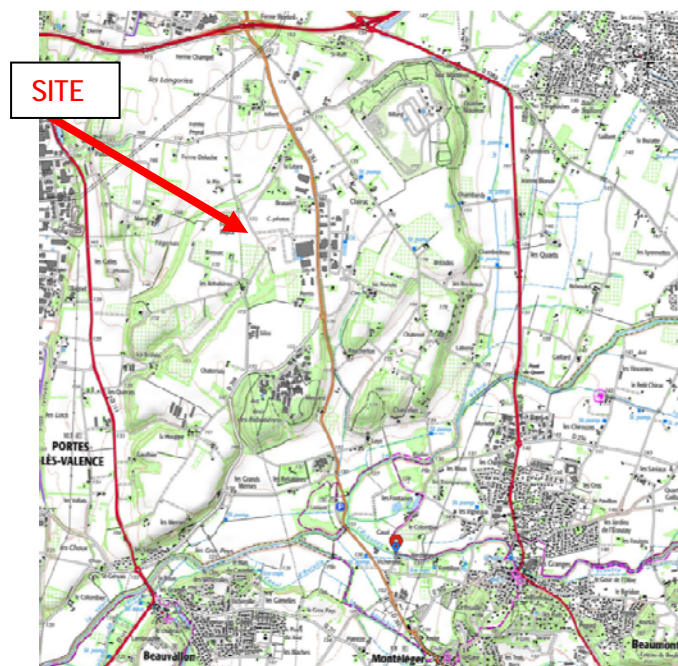
Par conséquent le projet d'ajustement du PLU doit suivre la procédure de modification de droit commun et sera soumis à enquête publique.

## 2

# PROJET D'INSTALLATION PHOTOVOLTAÏQUE MAINTENANT UNE ACTIVITE AGRICOLE

### 2.1 Le projet et le site retenu

La commune souhaite mobiliser une partie de la zone à vocation économique de Beauvert (AUai) pour y installer des panneaux photovoltaïques tout en maintenant une activité agricole sur le terrain.



Plan de situation



La zone d'activités de Beauvert est située à l'ouest de la RD 261. Elle est composée :

- d'une zone Ui : comprenant 16,5 ha d'activités économiques et de 15 ha de parc photovoltaïques
- d'une zone AUai ouverte exploitée par l'agriculture.

Une zone d'activités est également présente à l'est de la RD 261 sur la commune de Beaumont les Valence (zone UEa : 18ha environ urbanisés et 3 ha exploités par l'agriculture)



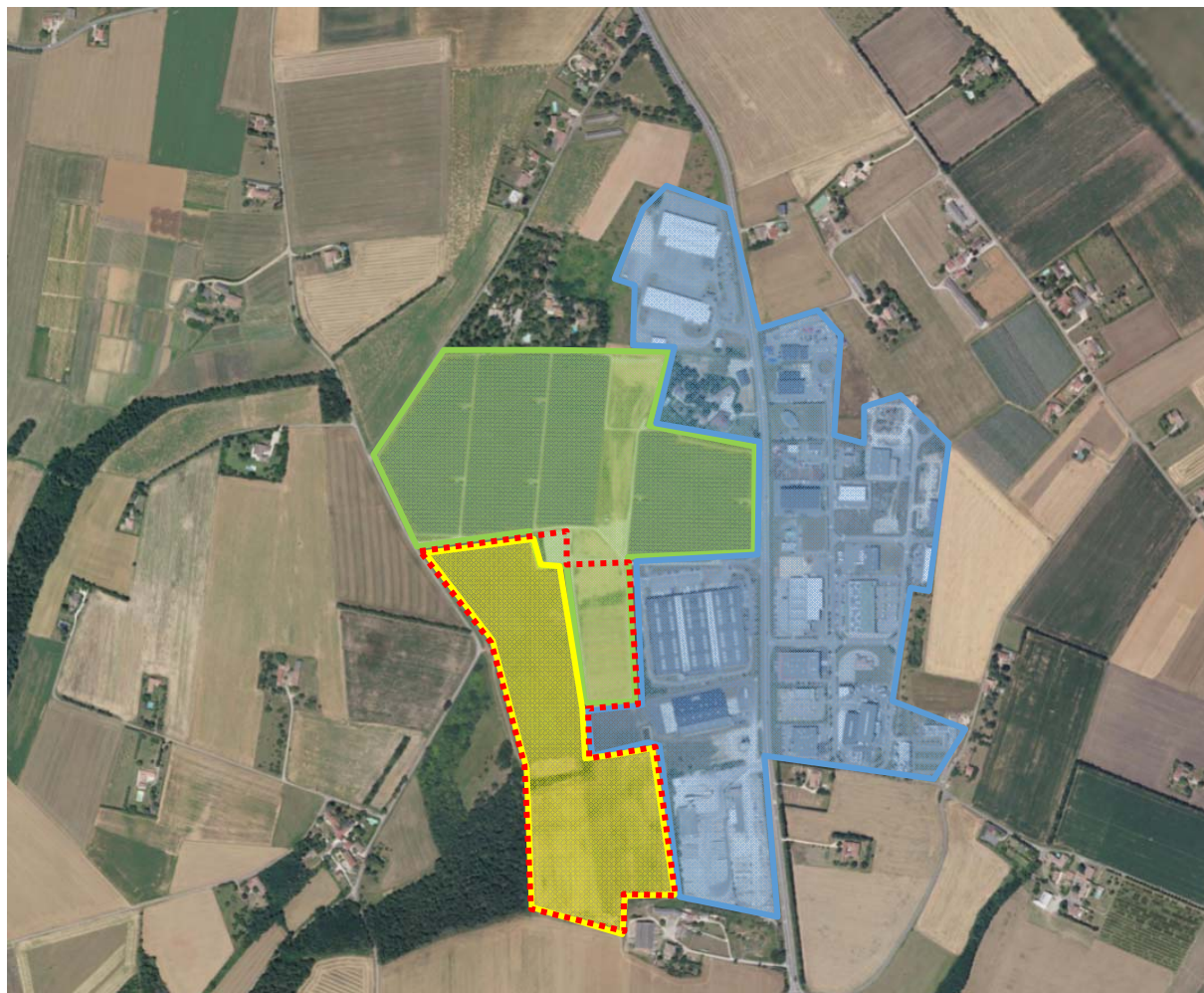
La société Corfu Solaire a un projet sur une surface d'environ 6 ha en continuité de la centrale photovoltaïque existante situé au nord.



Localisation du projet

## 2.2 Bilan des consultations faites avant le lancement de la modification du PLU

Au début des réflexions, le projet porté par Corfu Solar portait sur la totalité de la zone AUai.



Centrale photovoltaïque existante



Activités économiques



Emprise de la zone AUai du PLU en vigueur



Emprise initialement étudiée

Le projet a fait l'objet de nombreuses consultations auprès des différents acteurs du territoire (Valence Romans Agglomération et D.D.T.). Cela a permis d'identifier les attentes de chacun d'eux.

- 5 mars 2020 : 1<sup>ère</sup> réunion de cadrage avec la DDT ;
- 26 novembre 2020 : 1<sup>ère</sup> réunion de cadrage avec l'Agglomération ;
- 14 mars 2020 : 2<sup>ème</sup> réunion de cadrage avec la DDT – service Transition Ecologique et Energétique (Mme Daubresse) ;
- 13 mai 2022 : 2<sup>ème</sup> réunion de cadrage avec l'Agglomération : M. Marmilloud, M. Barthelon, M. Larue.

Les deux exigences principales de la DDT sont les suivantes :

- Le projet doit pérenniser l'activité agricole existante (mise en place d'un label AFNOR sur la partie céréalière de 6 ha sur la moitié sud du site, mise en place de pâturages ovins sur la moitié nord en prairie de 5 ha) ;
- L'installation ne doit pas artificialiser les sols (selon les modalités de l'article 191 de la loi climat-résilience n° 2021-1104).

**LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021**  
**portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets -**  
**Article 191**

*Afin d'atteindre l'objectif national d'absence de toute artificialisation nette des sols en 2050, le rythme de l'artificialisation des sols dans les dix années suivant la promulgation de la présente loi doit être tel que, sur cette période, la consommation totale d'espace observée à l'échelle nationale soit inférieure à la moitié de celle observée sur les dix années précédant cette date. Ces objectifs sont appliqués de manière différenciée et territorialisée, dans les conditions fixées par la loi.*

Quant à Valence Romans Agglomération, sa principale exigence est la suivante : l'installation ne doit pas être comptabilisée dans la surface artificialisée du territoire, du fait de l'objectif ZAN 2050.

**LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021**  
**portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets -**  
**extrait de l'Article 194 III 5°**

*Un espace naturel ou agricole occupé par une installation de production d'énergie photovoltaïque n'est pas comptabilisé dans la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers dès lors que les modalités de cette installation permettent qu'elle n'affecte pas durablement les fonctions écologiques du sol, en particulier ses fonctions biologiques, hydriques et climatiques ainsi que son potentiel agronomique et, le cas échéant, que l'installation n'est pas incompatible avec l'exercice d'une activité agricole ou pastorale sur le terrain sur lequel elle est implantée.*

*Les modalités de mise en œuvre du présent alinéa sont précisées par décret en Conseil d'Etat.*



## 2.3 Evolutions du projet faites avant le lancement de la modification du PLU

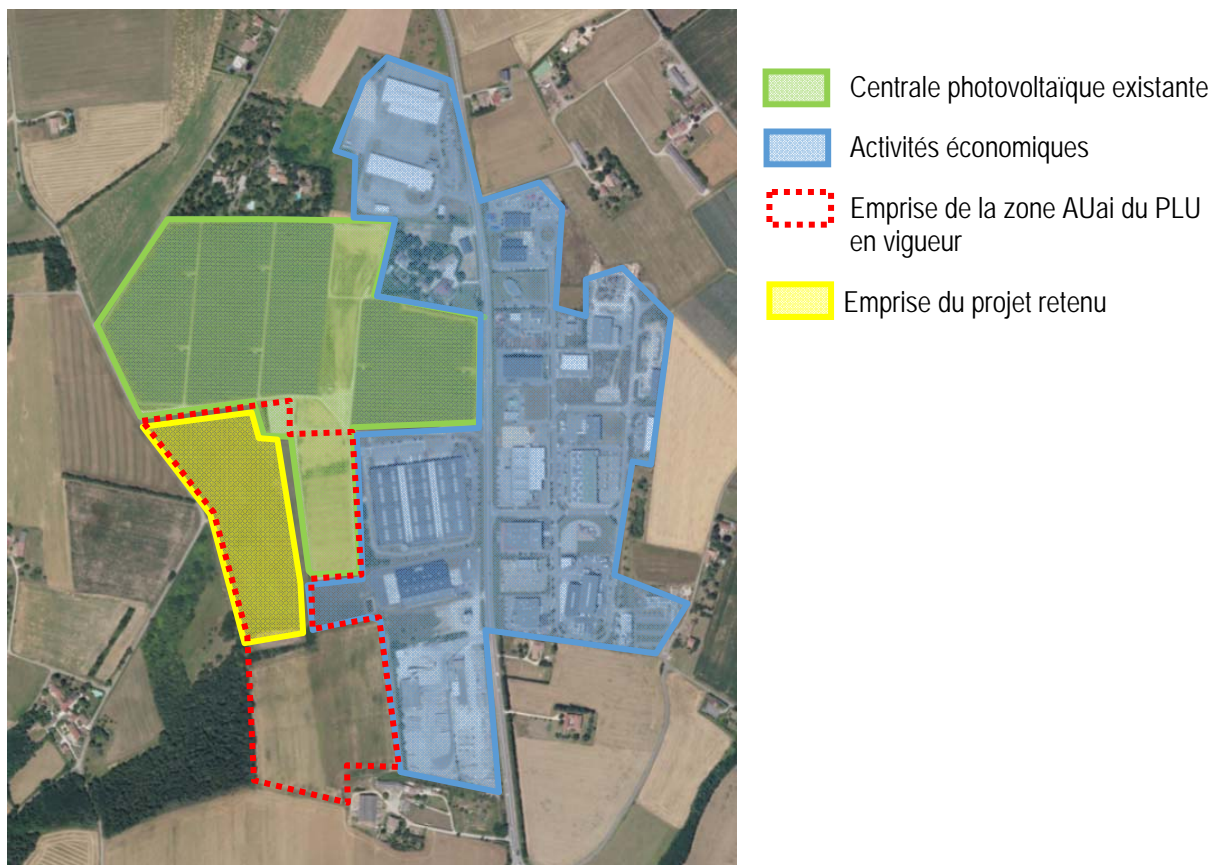
### Evolution n° 1 du projet en vue d'intégrer au mieux l'exploitation agricole

Pour concilier ces différentes exigences, le projet a dû être adapté sur la prairie sud afin de maintenir l'exploitation agricole. Le projet envisagé prévoyait des panneaux espacés de 15 m et panneaux orientables avec des trackers pour permettre le passage d'un tracteur. **Les productions issues de cette installation étant moindre, les retombées économiques ne répondent plus aux attentes du propriétaire.**



### Evolution n° 2 du projet afin d'intégrer la mobilisation réelle du foncier

Initialement envisagé sur 11 ha, le projet porte désormais seulement sur les 5 ha en prairie. Cette prairie est actuellement fauchée annuellement et exportée pour nourrir des ovins. Après la mise en service de l'exploitation, le pâturage ovins sous les panneaux photovoltaïques permettra de pérenniser l'activité agricole existante.



## 2.4 Présentation du projet retenu

Caractéristiques générales	Puissance	7,46 MWc
	Productible	1 386 h/an
	Production	10,34 GWh/an
	Eq. foyers hors chauffage (1 foyer = 3000 kWh /an)	3 446 foyers
	Surface clôturée	6,17 ha
	Puissance unitaire	600 Wc
	Marque	Jinkosolar
Panneaux	Nombre	12 432
	Longueur	2,47 m
	Largeur	1,13 m
	Inclinaison	20°
	Surface	2,80 m <sup>2</sup>
	Surface projetée au sol	2,63 m <sup>2</sup>
	Surface projetée au sol totale	3,27 ha
Architecture des rangées de panneaux	Hauteur max. par rapport au sol	2,99 m
	Hauteur min. par rapport au sol	1,25 m
	Ecart moyen entre deux rangés	2,5 m
	Nombre de tables	245
	Nombre de demi-tables	28
	Type de fondation	Pieux battus
	Nombre de fondations par table	8
Fondations	Nombre de fondations par demi-table	4
	Nombre de fondations total	2072
	Nb de transformateurs	2
Onduleurs et transfo.	Nb d'onduleurs	26
	Nombre	1
Postes de transformation (local "PTR")	Dimensions	Long 5300 mm - Larg. 2900 mm - H 3600 mm
	Emprise au sol	15,4 m <sup>2</sup>
	Nombre	1
Postes de transformation et de livraison (local "PDL-PTR")	Dimensions	Long 6500 mm - Larg. 3100 mm - H 3600 mm
	Emprise au sol	21,7 m <sup>2</sup>
	Nombre	1
Protection incendie	Citerne incendie (nombre et volume)	1 x 60m <sup>3</sup>

### • Caractéristiques physiques de l'installation

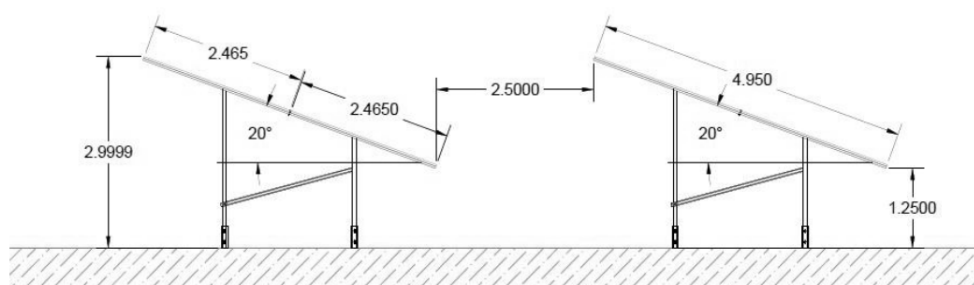
#### Les modules

Le modèle précis des modules n'est pas encore fixé définitivement à ce stade du projet. Il le sera seulement après l'obtention du PC, suivant les évolutions technologiques qui vont avoir lieu d'ici là. Il s'agira néanmoins de panneaux réalisés à partir de silicium cristallin. La marque du modèle des panneaux le plus probable est indiqué dans le tableau récapitulatif ci-dessus.

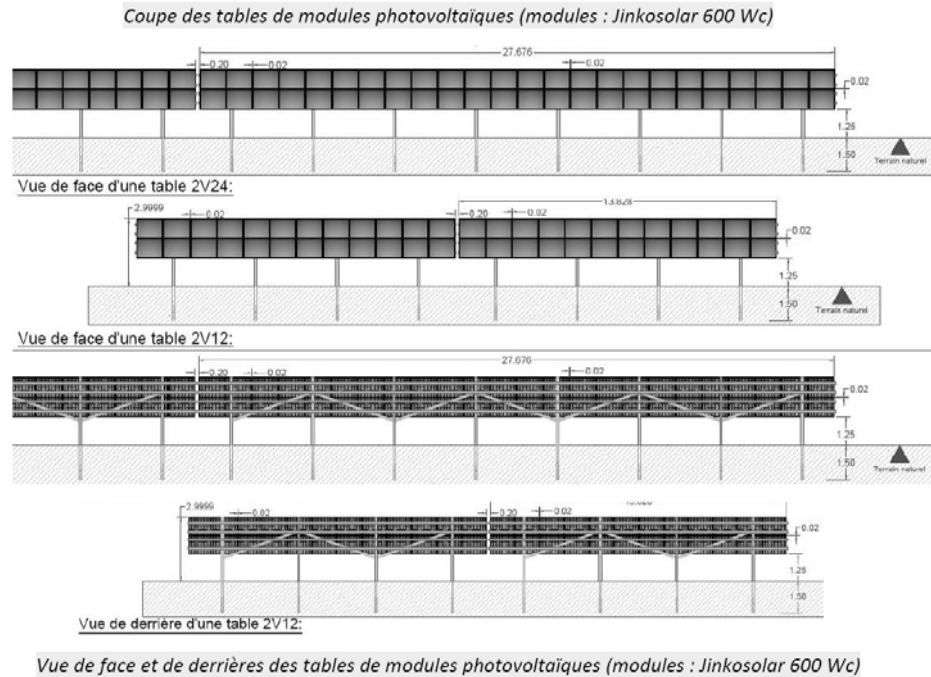
#### Les supports des panneaux

La centrale photovoltaïque sera constituée d'alignements de panneaux, orientés et inclinés vers le sud, sur des châssis métalliques non mobiles. Un espace de l'ordre du centimètre est laissé entre chaque panneau.

Les rangées de panneaux sont constituées de plusieurs tables de modules alignés les uns après les autres. Un espace de l'ordre de la dizaine de centimètre est laissé entre chaque table ou demi-table.



Coupe des tables de modules photovoltaïques (modules : Jinkosolar 600 Wc)



### Les fondations des tables

Les fondations des rangées de panneaux seront vraisemblablement des pieux battus. Cette hypothèse va être validée grâce à la mise en œuvre d'une étude de sol G2 d'ici le début de l'enquête publique lié au dossier de PC

### Le réseau électrique interne, les PTR et PDL

Les câbles en provenance des panneaux se rejoindront dans des boîtes de jonction d'où ressortent des câbles uniques. Des onduleurs placés au sein des différentes rangées de panneaux transformeront le signal électrique continue produit par les panneaux en un signal alternatif. Les câbles, à leur sortie des différentes rangées, seront enterrés au fond d'une tranchée dédiée d'une profondeur de 50 à 100 cm jusqu'aux deux locaux techniques.

Les deux locaux techniques contiennent des transformateurs (ce sont des postes de transformation abrégés PTR), qui permettent de rehausser la tension du signal électrique. L'un des deux locaux contient également le poste de livraison (abrégé PDL) qui permet d'injecter l'électricité produite par la centrale au réseau publics d'électricité.

Les deux locaux techniques sont des préfabriqués en béton peint posés sur le sol. Leur mise en place ne nécessite pas de dalle en béton. Ainsi, lors du démantèlement de l'installation, le sol qui se renaturalisera très rapidement.

### Le réseau électrique externe

Corfu Solaire ne sera pas le maître d'ouvrage pour la création du réseau permettant le raccordement de la centrale : ce sera ENEDIS qui définira les modalités de ce raccordement, et réalisera les travaux.

Les modalités définitives du raccordement ne peuvent être connues avec certitude à ce stade du projet : l'une des pièces réglementaires pour contracter cette convention de raccordement avec ENEDIS est l'arrêté accordant le permis de construire de l'installation.

Le poste de livraison de l'installation serait relié au poste source de Valence, par une ligne enterrée d'une longueur de 3,5 km. La capacité du poste source (10,3 MWh) serait suffisante pour accueillir la puissance fournie par le projet sans travaux supplémentaire sur le poste.

### Les autres aménagements

Une clôture entourera l'ensemble de l'installation. La sécurisation du site est renforcée par des caméras de surveillance et un système d'alarme.

Des pistes perméables à l'eau permettront l'accès à des petits engins de maintenance. Elles seront réalisées de la manière suivante : décapage de terre végétale sur 5 cm, compactage, apport de grave et compactage.

## • Les phases opérationnelles du projet

### Les travaux

La durée prévue du chantier est comprise entre 6 à 9 mois, raccordement électrique inclus. Plusieurs grandes phases composent un chantier de centrale photovoltaïque au sol : phase de préparation du site (environ 1 mois), phase de montage des structures photovoltaïques (environ 2 et 3 mois), phase de raccordement (environ 2 et 3 mois) et phase de mise en service (environ 1 mois).

### L'exploitation

En phase d'exploitation, l'installation photovoltaïque ne requiert aucun personnel présent en permanence sur le site. Une centrale photovoltaïque de cette nature ne nécessite théoriquement pas d'importantes actions d'entretien ou de maintenance, les structures fixes étant mécaniquement moins complexes que des structures mobiles (« trackers »). La périodicité des interventions reste très limitée et sera adaptée aux conditions d'exploitations du site.

La phase d'exploitation et maintenance comprend un ensemble équilibré de prestations nécessaires à l'exploitation efficiente et la maintenance d'une centrale solaire photovoltaïque (PV). Elle consiste en trois éléments clés :

- Surveillance à distance et ininterrompue des composants de la centrale et de la production ;
- Maintenance préventive selon un calendrier prédéfini ;
- Maintenance corrective en cas d'incidents imprévisibles impactant la production électrique.

Le suivi des performances de nos installations est assuré par un système de supervision complet, le système QANTUM, développé par une société française innovante QOS ENERGY. Cette solution permet de communiquer avec les composants intelligents de la centrale (onduleur, boîtes de jonction et compteur électrique) afin de garantir les fonctionnalités suivantes :

- Piloter en temps réel la centrale ;
- Disposer de tous les paramètres et indicateurs de la centrale ;
- Suivre en temps réel les puissances et productions ;
- Intégrer l'ensemble des paramètres climatiques.

Il collecte également un ensemble de données sur l'ensoleillement et la température qui permettent d'interpréter à distance de manière pertinente la performance de la centrale. L'exploitation de la centrale est prévue sur une durée de 30 ans. Les principales opérations de maintenance prévisibles concernent :

- Le nettoyage des modules photovoltaïque à l'eau déminéralisée ;
- Les vérifications électriques des réseaux : onduleurs, transformateurs et poste de livraison ;
- Les remplacements éventuels de composants défectueux.

### La fin de vie de l'installation

Tous les constructeurs proposent aujourd'hui des garanties de production sur 25 ans (la production est encore de 90 % de la production initiale après 10 ans et de 80 % après 25 ans).

### Démantèlement

Le démantèlement de ces installations est garanti par une clause de la promesse de bail signé avec le propriétaire foncier qui lui offre la possibilité d'exiger de Corfu Solaire le démantèlement de la centrale photovoltaïque à ses seuls frais. Toutes les installations seront démantelées.

La remise en état du site se fera à l'expiration du bail ou bien dans toutes circonstances mettant fin au bail par anticipation (résiliation du contrat d'électricité, cessation d'exploitation, bouleversement économique...).

### Recyclage

Les panneaux photovoltaïques en fin de vie entrent dans le processus de valorisation des D3E (au même titre que la plupart des ordinateurs, téléphones, ou autres appareils électriques). Ainsi, lors de l'achat des panneaux, une taxe est versée à l'association européenne Soren, en échange de quoi elle organisera leur collecte et leur recyclage. Cela est donc garanti dès l'achat des panneaux.

Le processus de recyclage des postes onduleurs est pris en charge par le fabricant d'onduleur. Le poste de livraison ainsi que les boîtes de jonction sont des équipements électriques communs et le processus de collecte et de recyclage sera conforme aux directives européennes.

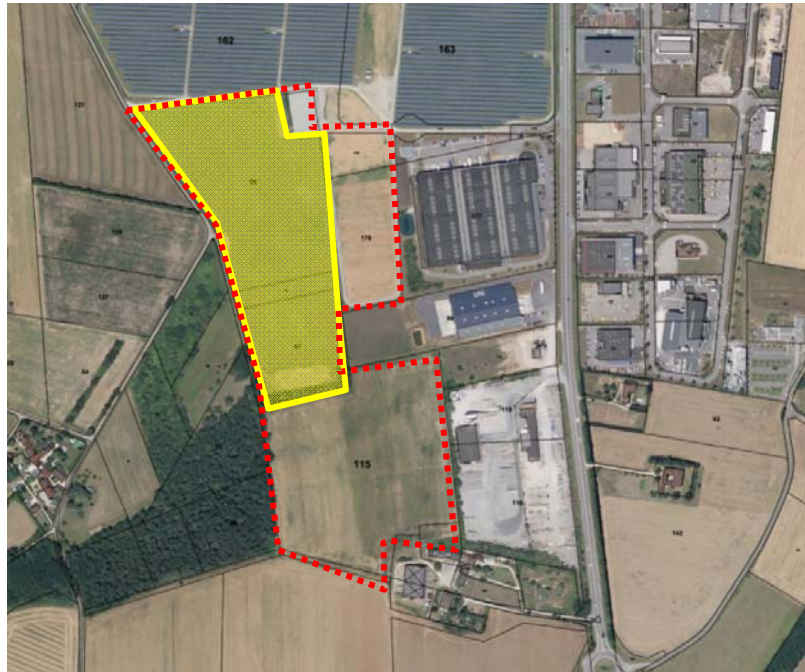
Les autres matériaux issus du démantèlement des installations (béton, acier) suivront les filières de recyclage classiques. Les pièces métalliques facilement recyclables, seront valorisées en matière première. Les déchets inertes seront réutilisés comme remblai pour de nouvelles voiries ou des fondations.





## 2.5 Modification du PLU

L'objectif est donc de modifier le PLU afin d'autoriser le projet tout en garantissant les trois exigences listées ci-dessus de la DDT et Valence Romans Agglomération :

- pérenniser l'activité agricole existante ;
- ne pas artificialiser les sols ;
- ne pas comptabiliser ce projet dans la surface artificialisée du territoire.



 Emprise de la zone AUai du PLU en vigueur  Emprise du projet retenu

Le projet est situé en zone AUai du PLU dans laquelle les capteurs solaires et photovoltaïques sont admis à condition qu'ils soient intégrés à l'architecture du bâtiment.

Afin de permettre le projet il s'agit de créer un secteur de la zone A pour :

- autoriser les capteurs photovoltaïques ;
- ajouter la condition que l'installation est conditionnée au maintien d'une activité agricole.

Le règlement de ce secteur doit permettre de satisfaire à l'objectif de ne pas artificialiser les sols.

## 2.6 Zonage modifié



Il s'agit d'une modification qui ne remet pas en cause les objectifs du PLU.

## 2.7 Règlement modifié

**Caractéristiques de la zone** La zone A correspond aux secteurs agricoles protégés en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles, où seront admis tous les aménagements concourant à la préservation et au développement de l'activité agricole. Dans cette zone, la collectivité n'est pas tenue de créer des équipements publics.

On distingue dans la zone :

- Un secteur **Azh** correspondant à la zone humide présente dans la zone agricole
- **Un secteur Av dans lequel les installations agrivoltaïques ou photovoltaïques sont autorisées sous condition.**

La zone est concernée par la zone rouge du risque inondation dénommée R. Celle-ci est divisée en trois secteurs R1, R2 et R3 en fonction du niveau et de la nature de l'aléa et des enjeux exposés.

Dans ces secteurs du champ d'inondation, toutes les constructions nouvelles sont interdites à l'exception de celles énumérées au **Titre I - dispositions générales- chapitre 2- Risques**.

Par ailleurs, la zone est concernée par le risque de transport de matières dangereuses lié au passage de la canalisation de transport et distribution de gaz de GRT Gaz et de l'oléoduc de défense commune (ODC 1).

### SECTION 1- NATURE DE L'OCCUPATION DU SOL

#### Article A 1 – Occupation et utilisation du sol interdites

Dans l'ensemble de la zone A, toute construction ou installations est interdite, à l'exception des occupations et utilisations du sol mentionnées à l'article A2.

Dans le secteur **Azh**, toute nouvelle construction est interdite, à l'exception des occupations et utilisations du sol mentionnées à l'article A2

#### Article A 2 – Occupation et utilisation du sol admises sous conditions

##### Risques et protections

- A l'intérieur des zones de risques naturels d'inondation et des risques technologiques, les constructions, ouvrages ou travaux autorisées dans la zone, doivent respecter les dispositions édictées au **Titre I - dispositions générales- chapitre 2- Risques**

##### Constructions et installations nouvelles ou existantes

##### Dans l'ensemble de la zone A

- Les constructions et installations à caractère technique nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages ;
- les constructions et installations y compris classées, nécessaires à l'exploitation agricole **hors zone de risque inondation R1 et R2** ;
- l'adaptation, la réfection des constructions existantes sous réserve de ne pas engendrer de changement de volumétrie du bâti;
- En application de l'article L.151-11 du code de l'urbanisme : les anciens bâtiments repérés sur le document graphique en raison de leur intérêt architectural ou patrimonial, peuvent faire l'objet d'un changement de destination pour l'habitation ou l'hébergement touristique.

Sont autorisées, sous réserve de ne pas compromettre l'activité agricole ou la qualité paysagère du site et à condition d'assurer le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone :

- L'extension des constructions à usage d'habitation existantes à la date d'approbation du P.L.U.

dans la limite de 33 % de la surface initiale à condition que la surface totale initiale soit supérieure à 40 m² et que la surface totale de la construction après travaux n'excède pas 250 m² (existant + extensions).

- Les annexes –non accolées- aux habitations existantes, sous réserve que ces annexes soient implantées à une distance maximale de 20 mètres du bâtiment principal de l'habitation dont elles dépendent, dans la limite de 30 m² de surface de plancher et d'emprise au sol (total des annexes hors piscine). La superficie du bassin de la piscine est limitée à 50 m².

##### Dans le secteur **Azh**

- Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics.

##### Dans le secteur **Av** :

Les installations de production d'énergie photovoltaïque sous condition du maintien d'une activité agricole telle que :

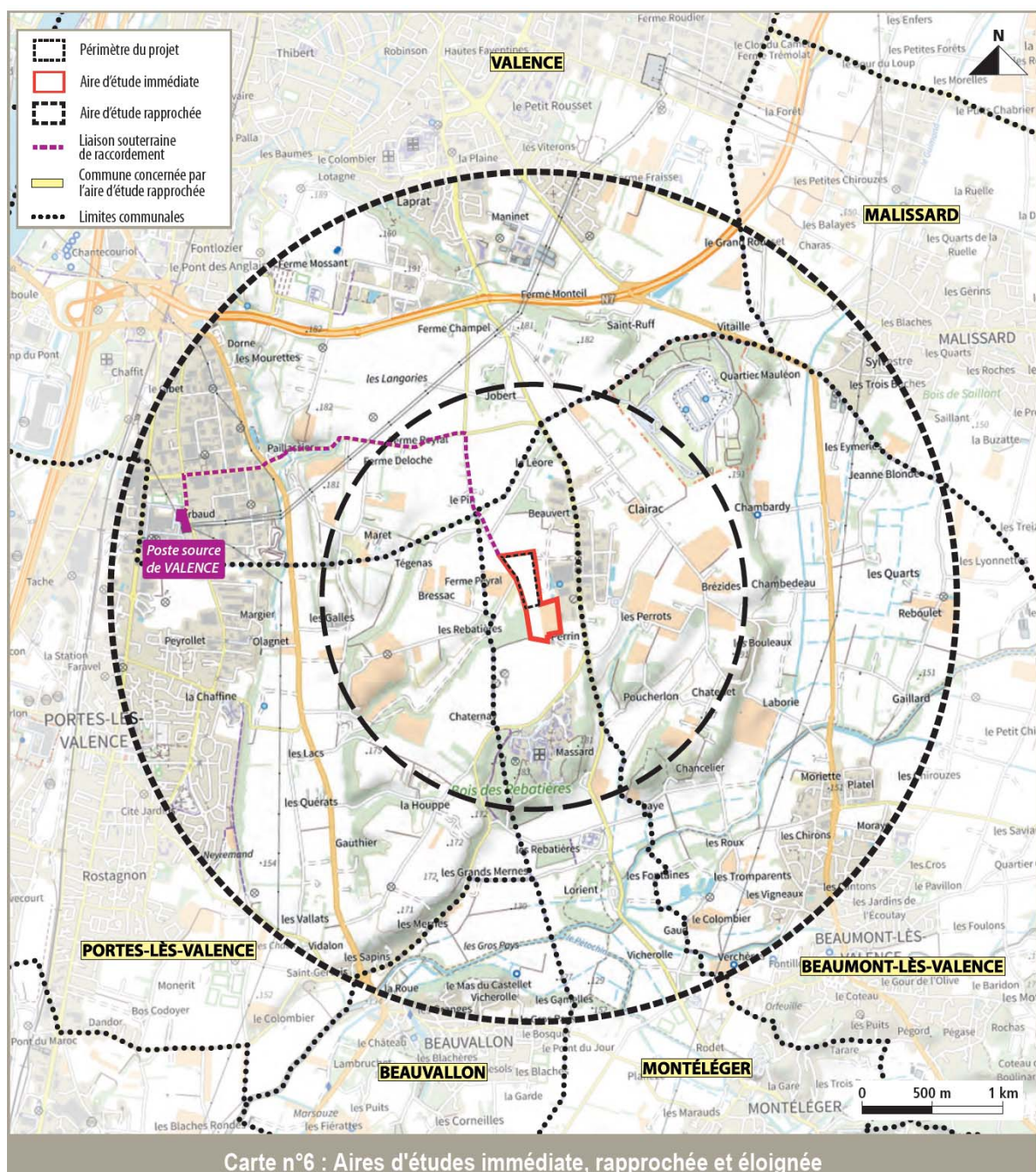
- Une installation photovoltaïque entretenu annuellement par éco-pâturage ovin ;
- Ou une installation agrivoltaïque.



# 3

## ANALYSE DES IMPACTS SUR L'ENVIRONNEMENT

Source : étude d'impact sur l'environnement – Janvier 2023 – Corfu Solaire - Geonomie.





## 3.1 Etat initial de l'environnement

### 3.1.1 Milieu physique

#### Caractéristiques climatiques

L'ensoleillement de l'aire d'étude rapprochée est relativement important.

Les précipitations annuelles cumulées moyennes sont de 922,9 mm.

La température moyenne annuelle est d'environ 13,2 °C.

Le Mistral, venant du Nord, Nord-Est est le vent dominant.

L'aire d'étude rapprochée est soumise à des épisodes de chaleur, un risque de gel faible ou modéré, des vents violents, des jours de brouillard, un enneigement et des orages moyennement fréquents.

#### Enjeu faible

L'ensoleillement est un paramètre important, car il conditionne la pertinence de l'installation d'un parc photovoltaïque.

Les précipitations et l'exposition au vent ne présentent pas un enjeu très important d'un point de vue climatique pour le futur parc photovoltaïque.

Ce dernier pourrait cependant avoir une incidence sur les températures au niveau du site d'implantation.

Les événements météorologiques exceptionnels décrits précédemment devront également être pris en compte

#### Géomorphologie

##### Topographie

La topographie de l'aire d'étude immédiate est relativement plane. Elle est située sur le plateau de Lautagne.

#### Enjeu modéré

La préservation de la topographie est un enjeu fort car elle est liée à de nombreux autres enjeux ;

- les écoulements des eaux,
- les logiques paysagères, etc.

##### Fonctions écologiques du sol

Le sol du site d'implantation joue un rôle important pour le vivant qu'il accueille.

#### Enjeu modéré

Les fonctions écologiques du sol pourraient être compromises par l'implantation du futur parc photovoltaïque.

##### Formations géologiques

L'aire d'étude rapprochée repose sur des alluvions et des limons ; des formations géologiques sédimentaires.

#### Enjeu faible

Ces formations ne présentent, a priori, pas d'enjeux particuliers.

Cependant, afin d'assurer la sécurité du site et des installations par la bonne tenue des structures porteuses, une étude géotechnique permettra de définir la profondeur et le dimensionnement des fondations. En l'état actuel des connaissances du sol et du sous-sol du terrain, l'enjeu peut être qualifié de faible.

#### Hydrologie

##### Hydrogéologie, eaux souterraines

L'aire d'étude rapprochée est concernée par :

- 2 masses d'eau souterraines plus ou moins vulnérables :
  - Molasses miocènes du Bas Dauphiné entre les vallées de l'Ozon et de la Drôme (FRDG248) sur la majeure partie de l'aire d'étude.
  - Alluvions anciennes de la Plaine de Valence (FRDG146)
- 2 zones de répartition des eaux :
  - ZRE Cours d'eau du sous-bassin Véore Barberolle (ZRED28) ;
  - ZRE Alluvions anciennes de la Plaine de Valence au droit du sous bassin-versant Véore Barberolle (ZRED27).

#### Enjeu modéré

Le bon fonctionnement et la qualité des masses d'eau souterraines pourraient être impactés lors des travaux d'implantation du futur parc photovoltaïque en cas de pollution accidentelle

**Hydrographie, eaux superficielles**

L'aire d'étude rapprochée appartient au grand bassin-versant Rhône Méditerranée et au bassin-versant local de la Véore.

Deux cours d'eau intermittents traversent une petite partie de l'aire d'étude rapprochée et quelques retenues d'eau s'y trouvent également.

**Enjeu faible à modéré**

La préservation de la qualité des eaux de surfaces ne concerne pas directement l'installation ou l'exploitation du futur parc photovoltaïque.

Cependant, il existe un risque, bien qu'il soit indirect, d'atteinte au bon fonctionnement et à la qualité de ces eaux superficielles

**Documents cadres relatifs à la gestion des eaux**

Le secteur d'implantation est concerné par le SDAGE Rhône Méditerranée et le SAGE Bas Dauphiné Plaine de Valence.

**Enjeu très faible**

Ces documents de gestion des eaux n'émettent pas d'orientations particulières concernant un projet de parc photovoltaïque mais ils inscrivent la protection contre les pollutions et le bon fonctionnement des eaux dans leurs objectifs.

**Risques naturels****Risque sismique**

Le site d'implantation est concerné par un risque sismique modéré.

**Enjeu faible**

Le risque sismique ne présente pas un enjeu très important du fait de sa faible probabilité d'occurrence, mais il peut affecter le bon fonctionnement du futur parc photovoltaïque.

**Risque de foudroiement**

Le site d'implantation est concerné par un risque de foudroiement assez important.

**Enjeu modéré**

Le risque de foudroiement devra être pris en compte, autant pour la potentielle incidence du projet sur l'environnement que pour la potentielle vulnérabilité du projet face à ce risque.

**Risque incendie**

Le site d'implantation est partiellement concerné par un risque très faible à faible d'incendie.

**Enjeu modéré**

L'aléa étant très faible à faible sur l'aire d'étude immédiate, on peut conclure que le projet ne présente pas d'enjeu très important lié au risque incendie. Cependant, ce risque devra autant être pris en compte autant pour la potentielle incidence du projet sur l'environnement que pour la potentielle vulnérabilité du projet face à ce risque.

**Risque de cavités souterraines**

Le site d'implantation n'est pas directement concerné par un risque de cavités souterraines.

**Enjeu nul****Risque de mouvement de terrain**

Aucun mouvement de terrain n'a été recensé sur l'aire d'étude rapprochée.

**Enjeu nul****Risque de retrait-gonflement des argiles**

La totalité de l'aire d'étude rapprochée est concernée par un risque faible de retrait-gonflement.

**Enjeu faible**

Le risque de retrait-gonflement des argiles ne présente pas d'enjeu particulier, car ce risque sera pris en compte dans les dispositions constructives.

**Risques inondation**

Aucune zone inondable identifiée dans les documents de prévention du risque d'inondation ne concerne l'aire d'étude rapprochée.

**Enjeu nul****Risque de remontée de nappe**

L'aire d'étude immédiate n'est pas directement concernée par le risque de remontée de nappes phréatiques.

**Enjeu nul**

Thématique	État initial et enjeux	Niveau d'enjeux
Caractéristiques climatiques	Climat tempéré avec des tendances continentale et méditerranéenne	Faible
	Ensoleillement important	
	Précipitations, températures caractéristiques du climat	
	Vent du Nord/Nord-Est (Mistral)	
	Événements météorologiques exceptionnels faibles à modérés à prendre en compte	
Géomorphologie	Topographie relativement plane Préservation importante	Modéré
	Fonctions écologiques du sol potentiellement compromises	Faible
	Roches sédimentaires a priori sans enjeu particulier, mais une étude géotechnique permettra d'affiner l'analyse	
Hydrogéologie et hydrographie	Aire d'étude immédiate concernée par une masse d'eau souterraine, plus ou moins vulnérable	Modéré
	Aire d'étude immédiate concernée par une Zone de répartition des eaux, potentielle aggravation de l'insuffisance de la ressource en eau	
	Appartenance au Grand bassin-versant Rhône Méditerranée et au bassin-versant local de la Véore. Risque indirect d'atteinte au bon fonctionnement et à la qualité de ces eaux superficielles	Faible à modéré
	SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027 Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Bas Dauphiné Plaine de Valence	Très faible
Risques naturels	Risque sismique modéré qui peut affecter le bon fonctionnement du futur parc	Faible
	Risque incendie très faible à faible, mais vigilance due aux installations électriques du futur parc photovoltaïque	Modéré
	Risque de foudroiement important	
	Risque faible de retrait-gonflement des argiles	Faible
	Aucun mouvement de terrain recensé sur le site d'implantation	Nul
	Risque de cavités souterraines non localisées	
	Aire d'étude immédiate non concernée par les zones inondables identifiées dans le règlement du PLU et le TRI de la Plaine de Valence	
	Aire d'étude immédiate en dehors du périmètre des zones sujettes aux débordements de nappe	
	Aire d'étude immédiate en dehors des risques	
	Aire d'étude immédiate en dehors des risques de rupture de barrages et de digues	

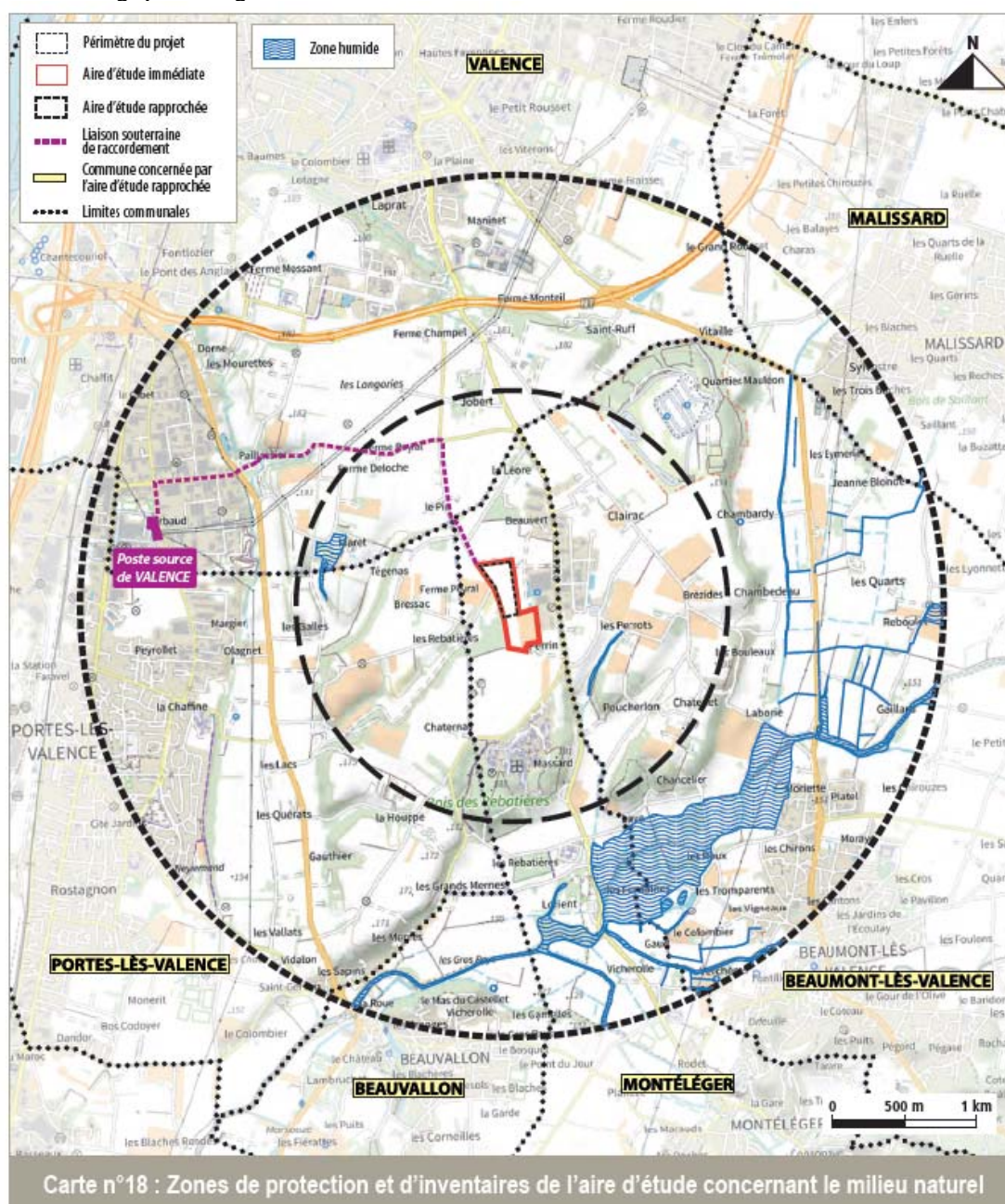
Tableau n°4 : Synthèse des enjeux relatifs au milieu physiques

Source : étude d'impact sur l'environnement – Janvier 2023 – Corfu Solaire - Geonomie.



### 3.1.2 Milieu naturel

#### Contexte écologique et réglementaire



Source : étude d'impact sur l'environnement – Janvier 2023 – Corfu Solaire - Geonomie.

#### *Zones d'inventaires et de protection du milieu naturel*

- Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique ou Floristique (ZNIEFF)

L'aire d'étude immédiate n'est située dans aucune ZNIEFF. Aucune ZNIEFF n'est recensée au sein du périmètre de l'aire d'étude éloignée du projet

- Zones humides

L'aire d'étude immédiate n'est située dans aucune zone humide recensée dans le cadre de cet inventaire. Cependant, 3 zones humides sont présentes au sein du périmètre d'aire d'étude rapprochée. Il s'agit de :

- la zone humide de Maret n° FR84ZS16522, située à 1 km environ du site d'implantation,
- la zone humide n° FR84ZS1667 des perrots, située à 450 m environ du site d'implantation,
- la zone humide n° FR84ZS16963 de la véore, située à 1,4 km environ du site d'implantation.



***Protections conventionnelles***

- Réseau Natura 2000

L'aire d'étude immédiate n'est située dans aucun site Natura 2000. Aucun site NATURA 2000 n'est recensé au sein du périmètre d'aire d'étude éloignée.

- Plans Nationaux d'Actions (PNA)

L'aire d'étude immédiate du projet ainsi que son aire d'étude rapprochée et éloignée se situent sur le territoire couvert par le PNA chiroptères et concernent les espèces suivantes : - La barbastelle d'europe - Le grand rhinolophe - Le minioptère de Scheibers - Le molosse de Cestoni - Le murin d'alcathoé - Le murin de Bechstein - Le murin de Brandt - Le murin de Daubenton - Le murin de Natterer - Le murin à moustaches - Le murin à oreilles échancrées - La noctule commune - La noctule de Leiser - L'oreillard gris - L'oreillard roux - Le petit rhinolophe - La pipistrelle commune - La pipistrelle de Khul - La pipistrelle de Nathusius - La pipistrelle pygmée - La serotine bicolore.

***Protections réglementaires***

- Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope (APPB)

Aucun APPB n'est recensé au sein de l'aire d'étude immédiate et de son aire d'étude éloignée.

- Réserves Naturelles

Aucune réserve naturelle régionale ou nationale n'est répertoriée au sein de l'aire d'étude immédiate et de son aire d'étude éloignée.

- Réserves de chasse et de faune sauvage

Aucune réserve de chasse nationale n'est recensée au sein de l'aire d'étude immédiate et de son aire d'étude éloignée.

- Réserves biologiques

Aucune réserve biologique n'est recensée au sein de l'aire d'étude immédiate et de son aire d'étude éloignée.

- Réserves de biosphère

Aucune réserve de biosphère n'est recensée au sein de l'aire d'étude immédiate et de son aire d'étude éloignée.

***Protection par maîtrise foncière***

- Espaces naturels sensibles (ENS)

Aucun site acquis par le CEN n'est recensé au sein de l'aire d'étude immédiate et de son aire d'étude éloignée.

**Synthèse**

L'aire d'étude immédiate est seulement située au sein du périmètre couvert par le PNA chiroptères.

**Enjeu faible**

Une zone humide est également recensée à environ 450 mètres de l'aire d'étude immédiate.

***Continuités écologiques***

- Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE)

- Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADETT) Auvergne Rhône-Alpes.

**Synthèse**

L'aire d'étude immédiate est située au sein de grands espaces agricoles perméables.

**Enjeu modéré**

Un corridor de biodiversité de la trame verte est recensé au sud de l'aire d'étude immédiate.

**Analyse bibliographique relative aux espèces et aux habitats**

Nom vernaculaire	Nom scientifique	Sources de données bibliographiques				
		Données de zonages proches			Données communales	
		ZSC FR8201662	ZNIEFF de type 1 n°820030973	ZNIEFF de type 2 n°820000351	INPN	LPO AuRA
Barbastelle d'Europe	<i>Barbastella barbastellus</i>					2015
Grand murin	<i>Myotis myotis</i>			X		2015
Grand rhinolophe	<i>Rhinolophus ferrumequinum</i>			X		2015
Minioptère de Schreibers	<i>Miniopterus schreibersii</i>			X		2015
Molosse de Cestoni	<i>Tadarida teniotis</i>	X				
Murin à moustaches	<i>Myotis mystacinus</i>					2015
Murin à oreilles échancrées	<i>Myotis emarginatus</i>					2015
Murin d'Alcathoe	<i>Myotis alcathoe</i>					2015
Murin de Bechstein	<i>Myotis bechsteinii</i>					2015
Murin de Brandt	<i>Myotis brandtii</i>					2015
Murin de Daubenton	<i>Myotis daubentonii</i>	X				2015
Murin cryptique*	<i>Myotis crypticus</i>	X				2015
Noctule commune	<i>Nyctalus noctula</i>	X				2015
Noctule de Leisler	<i>Nyctalus leisleri</i>	X				2015
Oreillard gris	<i>Plecotus austriacus</i>	X	X			
Oreillard roux	<i>Plecotus auritus</i>	X				2015
Petit murin	<i>Myotis blythii</i>			X		
Petit rhinolophe	<i>Rhinolophus hipposideros</i>			X		2015
Pipistrelle commune	<i>Pipistrellus pipistrellus</i>	X				2015
Pipistrelle de Kuhl	<i>Pipistrellus kuhlii</i>	X				2015
Pipistrelle de Nathusius	<i>Pipistrellus nathusii</i>	X				2015
Pipistrelle pygmée	<i>Pipistrellus pygmaeus</i>	X				2015
Sérotine bicolore	<i>Vespertilio murinus</i>					2015
Sérotine commune	<i>Eptesicus serotinus</i>					2015
Vespère de Savi	<i>Hypsugo savii</i>	X				2015

Tableau n°15 : Synthèse des espèces présentes dans les données bibliographiques disponibles

Source : étude d'impact sur l'environnement – Janvier 2023 – Corfu Solaire - Geonomie.

## Analyse des enjeux



Source : étude d'impact sur l'environnement – Janvier 2023 – Corfu Solaire - Geonomie.

### ***Enjeux relatifs aux habitats naturels***

Huit habitats naturels et semi-naturels sont recensés sur l'aire d'étude immédiate du projet

#### **Enjeu faible à modéré**

Aucun habitat ne bénéficie d'un statut réglementaire particulier. Il s'agit d'habitats communs, bien représentés au niveau local.

### ***Enjeux relatifs à la flore***

57 espèces floristiques recensées sur l'aire d'étude immédiate

#### **Enjeu très faible**

Aucune espèce patrimoniale et/ou protégée recensée sur l'aire d'étude immédiate

### ***Enjeux relatifs à la faune***

#### **• Avifaune**

21 espèces d'oiseaux recensées sur l'aire d'étude immédiate dont 13 protégées nationalement

#### **Enjeu modéré**

Espèces ubiquistes, ne possédant pas d'enjeu de préservation particulier au niveau local

#### **• Mammifères terrestres**

Nombreuses espèces et/ou groupes d'espèces protégées recensés

#### **Enjeu modéré à fort**

Plusieurs espèces fréquentant l'aire d'étude immédiate (reproduction potentielle, chasse, repos)

- Amphibiens

Enjeu nul

- Reptiles

Trois espèces de reptiles protégées recensées

Enjeu faible à modéré

Espèces communes localement ne présentant pas de statut de préservation défavorable

- Entomofaune

Cinquante-cinq espèces d'insectes recensées

Enjeu faible

Espèces communes localement ne présentant pas de statut de préservation défavorable

- Enjeux relatifs aux continuités écologiques

Un réservoir de biodiversité et un corridor écologique de la trame verte sont recensés localement

Enjeu modéré à fort

Entités permettant la reproduction, le repos et le transit de différentes espèces animales recensées au sein de l'aire d'étude immédiate (oiseaux, chiroptères, reptiles).

- Enjeux relatifs aux zones humides

Enjeu nul

Thématique	État initial et enjeux	Niveau d'enjeux
Contexte écologique et réglementaire	Aucune protection réglementaire (APPB, réserves naturelles, réserves de chasse et de faune sauvage, réserves de chasse et de faune sauvage, réserves biologiques, réserves de biosphère) ou par maîtrise foncière (Espaces naturels sensibles) sur l'aire d'étude rapprochée	Très faible
	Continuités écologiques locales : - 1 corridor écologique (alignement d'arbres) - 1 réservoir de biodiversité (boisement à l'ouest) - 1 espace perméable agricole favorable aux espèces animales terrestres	Modéré à fort
Habitats naturels	Prairie de fauche	Modéré
	Ancienne prairie perturbée	Très faible
	Alignement d'arbres fruitiers (gîte potentiel pour plusieurs espèces patrimoniales)	Modéré
	Zone rudérale	Très faible
	Fourrés médio-européens (gîte et corridor potentiels pour certaines espèces patrimoniales)	Modéré
	Culture intensive avec marge de végétation spontanée	Faible
	Zone rudérale à prédominance d' <i>ambrosia artemisiifolia</i>	Nul
	Roncier	Faible
Flore	57 espèces relevées sur l'aire d'étude immédiate	Très faible
	Aucune plante protégée ou menacée	
	Le statut le plus largement répandu : espèces de Préoccupation mineure au titre de la liste rouge nationale et régionale	
Faune	Avifaune : - De nombreuses espèces recensées (dont 13 espèces avérées protégées à l'échelle nationale) - Espèces inventoriées sur le site d'implantation : principalement sédentaires - Une petite partie d'habitats attractifs à l'avifaune hivernante	Faible à modéré
	Mammifères terrestres : - Espèces à enjeux issues du recueil de données bibliographiques - Aucune espèce de mammifère terrestre relevée en prospection	Faible
	Chiroptères : - Zone de chasse et de transit au regard des milieux présents, de l'activité enregistrée et de la diversité spécifique - Intérêt gîtes anthropophiles nul - Intérêt gîtes anthropophiles fort (nombreux dendro-microhabitats au niveau de l'alignement de cerisiers de l'aire d'étude immédiate)	Modéré à fort
	Amphibiens : - Aucun habitat de l'aire d'étude immédiate du projet considéré favorable à ce groupe d'espèces - Aucune espèce avérée sur la zone d'étude et aucune tirée du recueil bibliographique susceptible d'affecter la zone	Nul
	Reptiles : - 3 espèces observées lors des prospections (protégées à l'échelle nationale)	Faible à modéré
	Entomofaune : Totalité des espèces communes avec peu d'exigences écologiques - Aucune espèce avérée avec un statut de conservation particulier	Faible

Source : étude d'impact sur l'environnement – Janvier 2023 – Corfu Solaire - Geonomie.



### 3.1.3 Milieu humain

#### Population et bâti

Depuis les années 1970, les populations de la majorité des communes de l'aire d'étude augmentent. Les tissus urbains se sont également étendus, sous forme de maisons individuelles pavillonnaires pour Montéleger et Beaumont-lès-Valence, et sous des formes plus hétérogènes pour Valence et Portes-lès-Valence.

#### Enjeu faible

L'enjeu est considéré comme faible car l'aire d'étude rapprochée est faiblement urbanisée par un habitat dispersé. L'habitation la plus proche du projet est localisée à environ 300 m, à l'ouest, au niveau du lieu-dit Bressac. Une partie des besoins en électricité de la population proche du projet pourrait être couverte par la production d'électricité du futur parc photovoltaïque. La production d'électricité du futur parc photovoltaïque pourrait servir à couvrir la consommation des habitations à proximité.

#### Activités économiques

- Activités agricoles au niveau du site du projet

Les parcelles agricoles de l'aire d'étude rapprochée font l'objet de la pression foncière liée à l'urbanisation croissante. L'aire d'étude immédiate est constituée de deux parcelles agricoles.

#### Enjeu fort

Le futur parc photovoltaïque sera implanté sur des terrains agricoles qui subissent une certaine pression foncière.

- Activités industrielles, commerciales et artisanales

Les communes de l'aire d'étude rapprochée présentent des tissus industriels et commerciaux plus ou moins denses et diversifiés. L'aire d'étude immédiate se situe à proximité de deux zones d'activités : Beauvert et Clairac

#### Enjeu faible

De même que pour les habitations proches du futur parc, une partie des besoins en électricité des zones d'activités alentour pourrait être couverte par la production d'électricité du futur parc photovoltaïque.

- Tourisme et loisirs : Les aires d'étude immédiate et rapprochée se situent en dehors de toutes attractions touristiques ou de loisirs.

#### Enjeu très faible

#### Infrastructures, réseaux et servitudes

- Réseaux et servitudes associées

L'aire d'étude rapprochée est traversée par des liaisons électriques gérées par ENEDIS. Deux liaisons électriques d'ENEDIS traversent l'aire d'étude immédiate, à proximité de ses limites et sur des distances relativement négligeables. Des canalisations de transports de gaz et d'hydrocarbure traversent également l'aire d'étude rapprochée. Les périmètres définis par les servitudes dont elles font l'objet ne concernent pas l'aire d'étude immédiate.

#### Enjeu faible à modéré

L'accessibilité du futur site facilitera la construction et l'entretien du futur parc photovoltaïque.

- Équipements, patrimoine et servitudes associées

L'aire d'étude rapprochée est concernée par les SUP suivantes ;

- servitude aéronautique de dégagement de l'aéroport de Valence-Chabeuil (T5) ;
- servitude concernant les magasins à poudre du site Groupement de Munitions de Billard (AR3) ;
- servitude relative à l'CPE stockage de déchets de la société MOS (PM2).

Ainsi que par deux parties de ZPPA. Cependant, seule la SUP T5 concerne l'aire d'étude immédiate mais elle ne contraint pas l'implantation du futur parc photovoltaïque.

#### Enjeu faible

En l'absence de contraintes directes pour l'aire d'étude immédiate, ces périmètres présentent un enjeu faible.

**Établissements recevant du public**

Aucun ERP ne se trouve sur l'aire d'étude immédiate. Trois ERP se trouvent au sein de l'aire d'étude rapprochée et le plus proche du projet se situe à 333 m.

Enjeu faible

**Risques technologiques**

- Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)

Aucune ICPE sur l'aire d'étude immédiate. Trois ICPE se trouvent dans l'aire d'étude rapprochée. Aucune n'a le statut Seveso donc elles ne font pas l'objet d'un PPRT qui pourrait contraindre l'urbanisation à proximité. Le projet n'est pas soumis à des prescriptions dues à la proximité d'ICPE.

Enjeu faible

- Sols pollués

Aucun site pollué nécessitant une intervention des pouvoirs publics à titre préventif ou curatif ne se trouve sur l'aire d'étude immédiate.

Enjeu faible

- Risque de transport de matières dangereuses

L'aire d'étude rapprochée est concernée par le transport de matières dangereuses mais l'aire d'étude immédiate n'est pas directement touchée par ce risque.

Enjeu faible

**Cadre de vie**

- Ambiance sonore

L'aire d'étude immédiate est en dehors des zones affectées par le bruit selon la CSB de la Drôme. Aucune mesure du PPBE de la Drôme ne concerne les voies terrestres générant des nuisances sonores au sein de l'aire d'étude rapprochée. L'ambiance sonore évaluée qualitativement est assez bruyante mais l'aire d'étude immédiate ne joue pas de rôle de protection sonore pour les habitations alentours, telle qu'elle est occupée actuellement.

Enjeu faible

- Qualité de l'air

L'aire d'étude rapprochée est soumise à un certain niveau de pollution, principalement dû aux émissions de dioxyde d'azote et à la formation d'ozone.

Enjeu faible

Thématique	État initial et enjeux	Niveau d'enjeux
Population et bâti	Croissance démographique et du tissu urbain des communes de l'aire d'étude rapprochée depuis les années 1970 Habitation la plus proche située à 300 m du projet	Faible
	Éventuelle couverture d'une partie des consommations à proximité par la production électrique du projet	
Activités économiques	Agriculture sous pression foncière et aire d'étude immédiate constituée de deux parcelles agricoles	Fort
	Tissus industriels et commerciaux plus ou moins denses et diversifiés Aire d'étude immédiate à proximité de deux zones d'activités	Faible
	Éventuelle couverture d'une partie des consommations des activités économiques à proximité par la production électrique du projet	Faible
	Futur parc photovoltaïque non inclus dans les dynamiques liées au tourisme ou aux loisirs de son territoire d'implantation	Très faible
Réseaux et servitudes associées	Accès à l'aire d'étude immédiate facilité par la proximité à la RD261, connectée à des voies aux rayonnements local et national	Faible
	2 liaisons électriques d'ENEDIS traversent l'aire d'étude immédiate, à proximité de ses limites et sur des linéaires relativement négligeables	Modéré
	Des canalisations de transports de gaz et d'hydrocarbure au sein de l'aire d'étude rapprochée	Faible
	Périmètres des servitudes associées au transport d'hydrocarbure et TMD en dehors de l'aire d'étude immédiate	
Équipements, patrimoine et servitudes associées	1 assiette de servitude aéronautique de dégagement (T5) sur l'aire d'étude immédiate mais non contraignante	
	Zones de prohibition et d'isolement des servitudes (Magasin à poudre et explosifs) (AR3) au sein de l'aire d'étude rapprochée mais en dehors de l'aire d'étude immédiate	
	Assiette de servitude relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (PM2) au sein de l'aire d'étude rapprochée mais en dehors de l'aire d'étude immédiate	
	Zone de présomption de prescription archéologique (ZPPA) au sein de l'aire d'étude rapprochée mais en dehors de l'aire d'étude immédiate	
Établissements recevant du public	Aucun ERP au niveau de l'aire d'étude immédiat, 3 ERP au sein de l'aire d'étude rapprochée L'ERP le plus proche de l'aire d'étude immédiate à environ 333 m	Faible
Risques technologiques	3 ICPE au sein de l'aire d'étude rapprochée et aucune sur l'aire d'étude immédiate	
	1 site pollué au sein de l'aire d'étude rapprochée et aucun sur l'aire d'étude immédiate	
	Aire d'étude rapprochée concernée par le TMD par canalisation de gaz mais aire d'étude immédiate non touchée	
Documents de planification et d'orientation	Après la mise en compatibilité du document d'urbanisme, le projet sera compatible avec le PLU de Montéleger	Faible
	- 1 SCoT (Grand Rovaltain Drôme - Ardèche 2016-2040) - 1 PCAET (Valence Romans Agglo) - 1 SRADDET (Auvergne Rhône-Alpes) - 1 S3REnR (Rhône-Alpes) Documents plus ou moins encourageant pour l'implantation d'un parc photovoltaïque mais sans incidence directe sur la faisabilité du projet	Faible
Cadre de vie	Aire d'étude immédiate en dehors des zones affectées par le bruit selon la CSB de la Drôme Ambiance sonore évaluée qualitativement assez bruyante	
	Aire d'étude rapprochée soumise à un certain niveau de pollution (dioxyde d'azote et formation d'ozone)	

Tableau n°35 : Synthèse des enjeux relatifs au milieu humain

Source : étude d'impact sur l'environnement – Janvier 2023 – Corfu Solaire - Geonomie.



### 3.1.4 Paysage et patrimoine

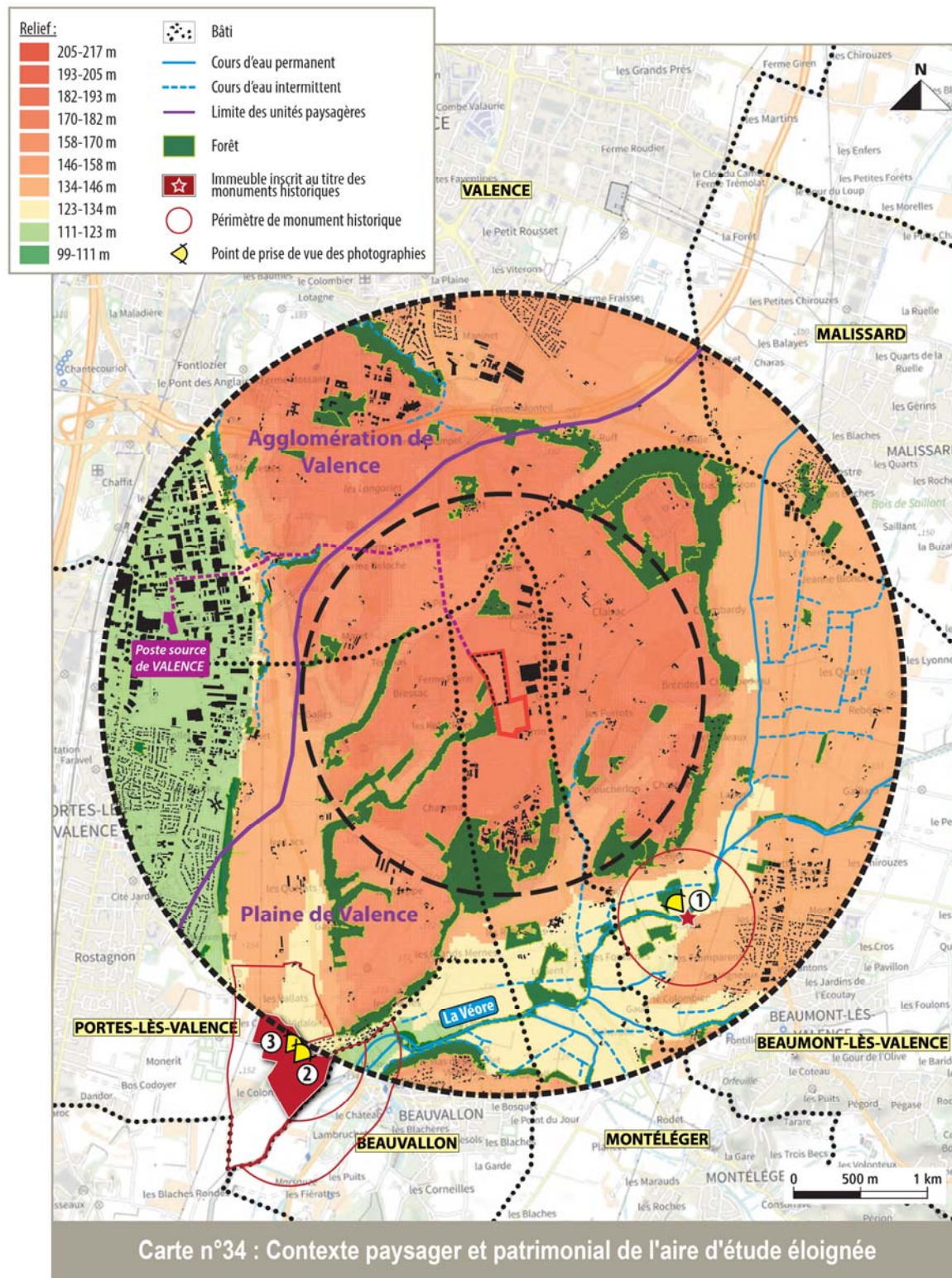
#### Contexte paysager et patrimonial

L'aire d'étude éloignée appartient à deux unités paysagères de nature très différente.

Le projet n'est pas visible depuis les monuments historiques inscrits recensés dans l'aire d'étude éloignée.

#### Enjeu faible

Le projet ne présente donc pas d'enjeu important concernant la visibilité depuis le patrimoine bâti du territoire.



Source : étude d'impact sur l'environnement – Janvier 2023 – Corfu Solaire - Geonomie.



## Analyse paysagère locale



Figure n°47 : Vue depuis la RD261 en direction du site d'implantation, visite du 7 juillet 2022



Figure n°48 : Chemin de Bressac au nord-ouest du site d'implantation, visite du 7 juillet 2022



Figure n°49 : Vue depuis la RD269 en direction du site d'implantation, visite du 7 juillet 2022



Figure n°50 : Point de vue depuis le chemin de Bressac, visite du 7 juillet 2022



Figure n°54 : Vue depuis l'habitation vers le site d'implantation, visite du 7 juillet 2022

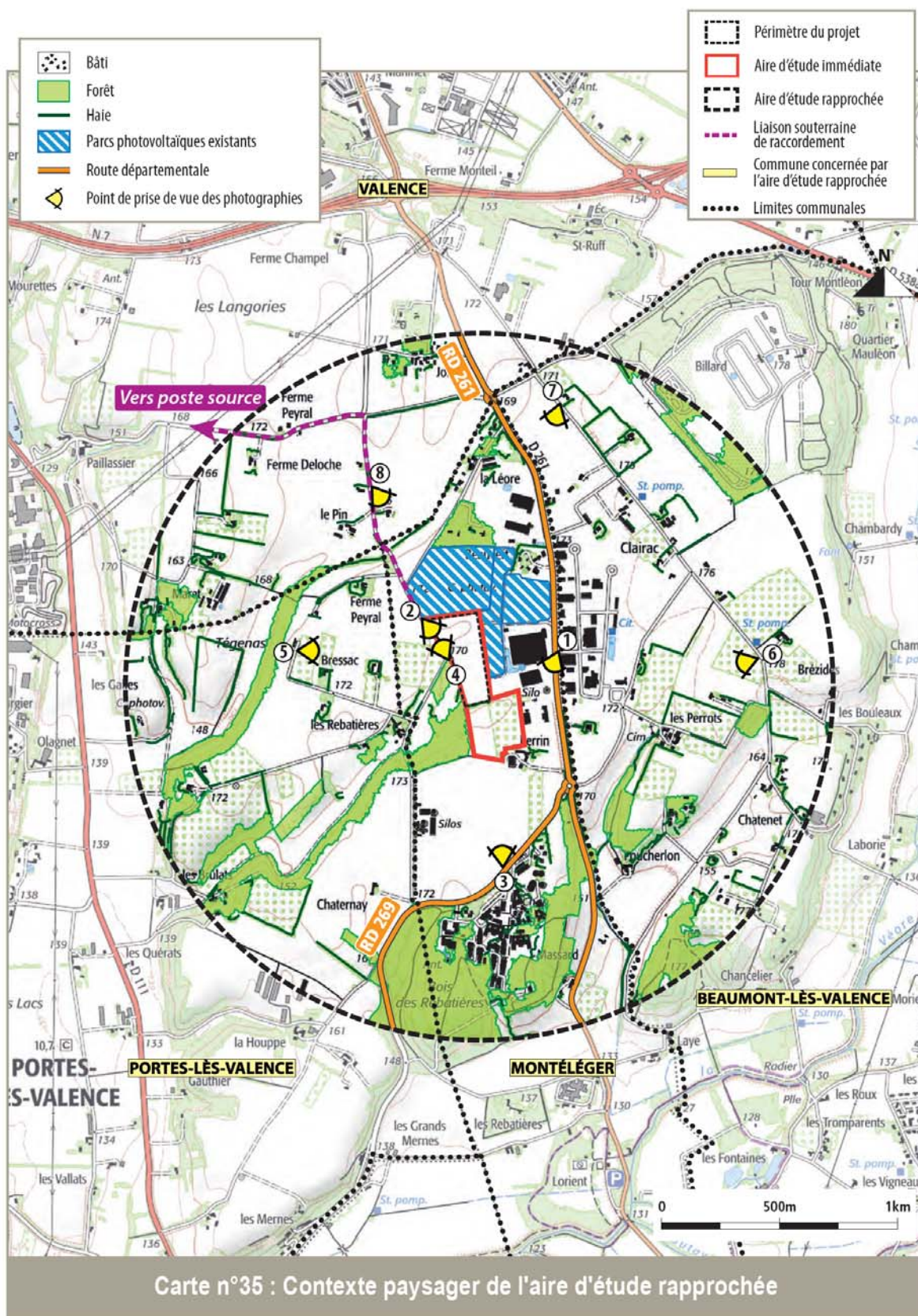


Figure n°51 : Vue depuis l'habitation vers le site d'implantation, visite du 7 juillet 2022



Figure n°52 : Vue depuis l'habitation vers le site d'implantation, visite du 7 juillet 2022





Source : étude d'impact sur l'environnement – Janvier 2023 – Corfu Solaire - Geonomie.

Le peu d'habitations, les haies, les parcelles agricoles et le passage de seulement deux routes départementales à proximité en font également un projet peu visible.

Il sera perceptible depuis deux endroits plus ou moins fréquentés par les riverains et usagers du territoire :

- depuis le chemin de Bressac à Montéléger ;

- depuis l'habitation au bout d'une impasse, perpendiculaire au chemin de Bressac à Portes-lès-Valence

Enjeu modéré

Thématique	État initial et enjeux	Niveaux d'enjeux
Contexte paysager et patrimonial	2 unités paysagères d'appartenance pour l'aire d'étude éloignée : - la plaine de Valence et basse vallée de la Drôme jusqu'au piémont ouest du Vercors - l'agglomération de Valence	Faible
	Projet imperceptible depuis les sites immeubles inscrits au titre des monuments historiques recensés dans l'aire d'étude éloignée	
Analyse paysagère locale	Intégration paysagère facilitée : implantation dans une zone industrielle accueillant déjà un parc photovoltaïque et son extension	Faible
	Projet peu visible : peu d'habitations, présence de haies, de parcelles agricoles et passage de seulement deux routes départementales à proximité Projet potentiellement perceptible depuis deux endroits plus ou moins fréquentés par les riverains et usagers du territoire : - depuis le chemin de Bressac à Montéléger ; - depuis l'habitation au bout d'une impasse, perpendiculaire au chemin de Bressac à Portes-lès-Valence	Modéré

Tableau n°38 : Synthèse des enjeux relatifs au patrimoine et au paysage

Source : étude d'impact sur l'environnement – Janvier 2023 – Corfu Solaire - Geonomie.

## 3.2 Les incidences potentielles notables

### 3.2.1 Les incidences potentielles notables sur le milieu physique

#### Climatologie

Le réchauffement des modules photovoltaïques dû à l'irradiation solaire entraînera une élévation très localisée des températures, au niveau de la surface des panneaux du parc photovoltaïque. Durant la nuit, cette chaleur est conservée et les températures seront plus élevées que l'environnement immédiat. Sous les panneaux, en journée, les températures seront, quant à elles, moins élevées que les températures ambiantes avec l'ombre de l'installation.

Ce microclimat peut influencer les habitats pour la faune et la flore mais ces perturbations restent négligeables.

Incidence faible

#### Topographie et géologie

En phase d'exploitation, l'entretien de la végétation et le nettoyage des panneaux lors des opérations de maintenance peuvent être à l'origine de pollutions en cas d'utilisation de produits chimiques.

La maîtrise de la végétation se fera par l'intermédiaire du pâturage d'ovins, à travers une convention qui précisera les droits et devoirs des parties concernées. En complément, un entretien mécanique pourra être réalisé ponctuellement, par la société Terre et Lac Solaire (tonte, débroussaillage).

Aucun produit chimique ne sera utilisé pour l'entretien du couvert végétal.

Le nettoyage des panneaux photovoltaïques se fera naturellement par l'écoulement des eaux de pluie. Au besoin seulement, un lavage manuel à l'eau claire pourrait avoir lieu avec une périodicité fonction de la salissure observée à la surface des panneaux.

Incidence nulle

#### Hydrologie

En phase d'exploitation, différents composants du parc photovoltaïque imperméabiliseront le sol :

- le poste de livraison et le poste de livraison et de transformation (surface d'environ 35,52 m<sup>2</sup>),
- les structures supports des panneaux, (surface cumulée d'environ 83 m<sup>2</sup> avec des pieux battus d'environ 20 cm x 20 cm),
- la clôture, le portail et la citerne dont les emprises sont faibles.

Les surfaces imperméabilisées sont très négligeables, elles représentent moins de 0,001 % de la surface totale du site d'implantation. L'imperméabilisation des sols entraîne une perte du pouvoir filtrant du terrain, une augmentation du ruissellement et peut causer l'assèchement des nappes souterraines. Les surfaces imperméabilisées étant très négligeables, la viabilité des masses d'eau souterraines est préservée.

Incidence nulle

L'imperméabilisation causée par la construction d'éléments du futur parc photovoltaïque engendrera une perte du pouvoir filtrant du terrain et une augmentation du ruissellement sur le site d'implantation.

Ce ruissellement peut être qualifié de très léger car la surface artificialisée représente moins de 0,001 % (comme détaillé précédemment) de la superficie totale du site d'implantation. Cependant les modules et leur support peuvent constituer des obstacles à l'écoulement des eaux pluviales et provoquer localement une répartition au sol non homogène de ces dernières. Pour cela, les panneaux photovoltaïques seront espacés les uns des autres afin de multiplier les points de chute de l'eau de pluie au sol, et la topographie plane du site atténue l'incidence de ruissellement.

Enfin, la majorité du site d'implantation, destinée à accueillir les panneaux constituant le parc photovoltaïque, est actuellement recouverte d'une couche de végétation herbacée pionnière qui protège le sol de l'érosion.

Incidence faible

Comme vu précédemment, l'entretien de la végétation et le nettoyage des panneaux lors des opérations de maintenance peuvent être à l'origine de pollutions des eaux superficielles et souterraines en cas d'utilisation de produits chimiques.



La maîtrise de la végétation se fera par l'intermédiaire du pâturage d'ovins, à travers une convention qui précisera les droits et devoirs des parties concernées. En complément, un entretien mécanique pourra être réalisé ponctuellement, par la société Terre et Lac Solaire (tonte, débroussaillage). Aucun produit chimique ne sera utilisé pour l'entretien du couvert végétal. Au besoin, un lavage manuel à l'eau claire des panneaux photovoltaïque pourrait avoir lieu avec une périodicité fonction de la salissure observée à leur surface.

Il est intéressant de noter également qu'en cas de dommage sur un panneau photovoltaïque, l'eau ne pourrait pas se charger de particules car le silicium sous sa forme cristalline n'est pas soluble. D'autre part, le silicium (provenant de la silice) n'est pas écotoxique.

Incidence nulle

### 3.2.2. Les incidences potentielles notables sur le milieu naturel

#### Incidences sur les habitats naturels et la flore

- Habitats naturels

Le projet de création de parc photovoltaïque induira une dégradation directe et permanente de certains milieux naturels en présence durant la phase travaux. Plus précisément, le projet aura pour conséquence la destruction et/ou dégradation du sol et des communautés végétales en présence au niveau des voiries, infrastructures et points d'ancrage des panneaux.

Cependant, ce projet ne mettra pas en péril l'état de conservation des habitats naturels impactés au niveau local, en effet il s'agit d'habitats communs ne présentant pas d'enjeu écologique fort et en partie issus des activités humaines au vu de l'historique récent de l'aire d'étude immédiate.

Ci-dessous, les surfaces impactées par le projet pour chaque habitat recensé sur l'aire d'étude immédiate :

Habitat naturel	Surface totale (m²)	Surface impactée (m²)	de l'habitat impacté
Prairie de fauche	5,5	5,5	100
Ancienne prairie perturbée	0,18	0,18	100
Alignement d'arbres fruitiers	0,05	0,05	100
Zone rudérale	0,15	0,15	100
Fourrés médio-européens	0,12	0,12	100
Culture intensive avec marge de végétation spontanée	5,2	0,0	0,0
Zone rudérale à prédominance d' <i>Ambrosia artemisiifolia</i>	0,16	0,16	100
Roncier	0,009	0,009	100

Tableau n°42 : Surfaces impactées par le projet pour chaque habitat recensé sur l'aire d'étude immédiate

Incidence modérée

- Flore

Le projet sera à l'origine de la destruction et/ou dégradation des espèces végétales présentes sur le site d'implantation du projet (voiries, infrastructures et points d'ancrage des panneaux).

Cependant, aucune espèce patrimoniale ou bénéficiant d'un statut de protection n'a été recensée au sein de l'aire d'étude immédiate.

Incidence faible

#### Incidences sur la faune

- Oiseaux

Le projet de création du parc photovoltaïque induira différents impacts permanents sur les cortèges avifaunistiques. En effet le projet aura pour conséquence :

- la destruction d'une partie de l'espace de nidification avéré et potentiel des espèces protégées issues du cortège des milieux ouverts (Alouette des champs) ;
- la destruction d'une partie de l'espace de chasse et des ressources alimentaires des espèces protégées du cortège des milieux ouverts et forestiers.

Incidence modérée

- Mammifères terrestres

Le projet d'aménagement du parc photovoltaïque induira différents impacts permanents sur les mammifères terrestres. En effet le projet aura pour conséquences :

- la dégradation d'une partie de l'espace de refuge et/ou de reproduction des espèces présentes ;
  - la destruction d'une partie de l'espace de chasse et des ressources alimentaires des différentes espèces ;
- Aucune espèce protégée et/ou d'intérêt patrimonial n'a été recensée sur l'aire d'étude immédiate.

#### Incidence faible

- Chiroptères

Le projet d'aménagement du parc photovoltaïque induira différents impacts permanents sur les espèces de chiroptères recensées sur l'aire d'étude immédiate. En effet le projet aura pour conséquences :

- la destruction d'une partie d'espaces de gîte et/ou de reproduction potentiels des espèces présentes (Alignement d'arbres fruitiers. Au total, 10 arbres potentiellement favorables au gîte des chiroptères ont été recensés au niveau de l'habitat "Alignement d'arbres") ;
- la destruction d'une partie de l'espace de chasse et des ressources alimentaires des différentes espèces (milieux ouverts) ;

Parmi l'ensemble des espèces et groupes d'espèces recensés au sein de l'aire d'étude immédiate, une est inscrite aux annexes II et IV de la Directive habitats-Faune-Flore : le Minioptère de Schreibers (Miniopterus schreibersii).

#### Incidence modérée à forte

- Amphibiens

Aucune incidence permanente n'est envisagée sur ce groupe d'espèces, les habitats naturels impactés par le projet n'étant pas des habitats favorables au groupe.

#### Incidence nulle

- Reptiles

Le projet d'aménagement du parc photovoltaïque induira différents impacts permanents sur les reptiles. En effet le projet aura pour conséquences :

- la destruction potentielle d'individus ou d'oeufs des espèces protégées en présence ;
- la dégradation d'une partie de l'espace de refuge et/ou de reproduction des espèces présentes ;
- la destruction d'une partie de l'espace de chasse et des ressources alimentaires des différentes espèces.

#### Incidence modérée

- Insectes

Le projet d'aménagement du parc photovoltaïque induira différents impacts permanents sur les insectes. En effet le projet aura pour conséquences :

- la potentielle destruction d'individus
- la dégradation d'une partie de l'espace de refuge et/ou de reproduction des espèces présentes ;
- la destruction d'une partie de l'espace de chasse et des ressources alimentaires des différentes espèces.

Aucune espèce protégée et/ou d'intérêt patrimonial n'a été recensée sur l'aire d'étude immédiate.

#### Incidence faible

### Incidences sur les sites Natura 2000

Aucun site Natura 2000 n'a été recensé au sein de l'aire d'étude éloignée du projet. Le site Natura 2000 le plus proche se situe à 4,8 km de l'aire d'étude immédiate, il s'agit de la ZSC n°FR8201662 « Massif de Crussol, Soyons, Cornas-Chateaubourg ». Il s'agit d'un ensemble de massifs situés à l'est du département de l'Ardèche composés d'habitats naturels d'intérêt communautaire tels que des pelouses sèches ou des forêts et matorrals de chênes verts.

Au vu des caractéristiques du site Natura 2000 et de la distance importante avec le projet sur la commune de Montéleger, les incidences sur le site Natura 2000 sont jugées nulles.

#### Incidence nulle

### 3.3 Les mesures d'évitement de réduction et de compensation prévues par le projet de photovoltaïque

#### Mesures prévues pour le milieu physique

- Présentation des mesures d'évitement et de réduction des impacts

Les différentes mesures d'évitement, de réduction et de compensation relatives au milieu physique portent principalement sur les sols, les eaux superficielles et souterraines et les risques naturels

Code mesure de l'étude	Code du guide des mesures ERC*	Intitulé mesure	Phase concernée	Enjeux concernés
<b>Mesures d'évitement</b>				
MP-ME01	E1.1.c	Surélévation des bas de panneaux	Conception	Climat
MP-ME02	E1.1.c	Choix de châssis et structures d'ancrage pour les tables de module de moindre impact sur les sols	Conception	Topographie, sols, eaux superficielles et souterraines
MP-ME03	E1.1.c	Espacement et inclinaison des tables et panneaux	Conception	Sols, eaux superficielles et souterraines
MP-ME04	E3.2.a	Entretien du site sans produit phytosanitaire	Exploitation	Sols, eaux superficielles et souterraines
<b>Mesures de réduction</b>				
MP-MR01	R1.1.a	Maîtrise de la circulation des véhicules et engins de chantier	Travaux	Sols
MP-MR02	R1.1.b	Limitation des zones imperméabilisées en phase chantier	Travaux	Sols, eaux superficielles et souterraines
MP-MR03	R2.1.d	Prévention des pollutions accidentelles en phase chantier	Travaux	Sols, eaux superficielles et souterraines
MP-MR04	R1.2.d	Limitation des risques d'incendie	Travaux et exploitation	Risques naturels
MP-MR05	R2.2.r	Maintien d'une couverture herbacée	Exploitation	Eaux superficielles et souterraines

- Évaluation des impacts résiduels du projet sur le milieu physique

Thématique	Type d'impact	Phase du projet	Impacts bruts	Mesures d'évitement et de réduction	Impacts résiduels
<b>Climatologie</b>	Réchauffement des modules photovoltaïques	Phase exploitation	Faible	MP-ME01	Négligeable
<b>Topographie et géologie</b>	Risque de pollution accidentelle des sols	Phase travaux	Faible	MP-MR03	Négligeable
	Tassement des sols lié à la circulation des engins de chantier et au stockage de matériaux	Phase travaux	Faible	MP-ME02 MP-MR01	Négligeable
	Risque de pollution accidentelle des sols	Phase exploitation	Faible	MP-ME04	Négligeable
<b>Hydrologie</b>	Risque de pollution accidentelle des eaux superficielles et souterraines	Phase travaux	Faible	MP-MR03	Négligeable
	Imperméabilisation temporaire des sols (emprise faible)	Phase travaux	Faible	MP-MR02	Négligeable
	Imperméabilisation des sols (emprise très faible)	Phase exploitation	Négligeable		Négligeable
	Perturbation de l'écoulement des eaux pluviales	Phase exploitation	Négligeable	MP-ME03 MP-MR05	Négligeable
	Risque de pollution accidentelle des eaux superficielles et souterraines	Phase exploitation	Nul	MP-ME04	Négligeable
<b>Risques naturels</b>	Risque sismique	Phase exploitation	Négligeable		Négligeable
	Risque incendie	Phase travaux et phase exploitation	Faible	MP-MR04	Négligeable

Tableau n°48 : Évaluation des impacts résiduels du projet sur le milieu physique après mise en place des mesures d'évitement et de réduction

Après application des mesures d'évitement et de réduction, il apparaît que le projet n'aura pas d'incidence résiduelle significative sur les sols, les eaux de surface et souterraines, qui constituent les enjeux principaux du milieu physique.

Il n'est pas nécessaire d'envisager des mesures de compensation.

### Mesures prévues pour le milieu naturel

#### • Présentation des mesures d'évitement et de réduction des impacts

Au regard des enjeux écologiques rencontrés au sein de l'aire d'étude immédiate, une phase de concertation a été engagée entre le maître d'ouvrage et l'écologue, l'objectif étant de concilier au mieux les différentes contraintes inhérentes au projet et les enjeux écologiques locaux, patrimoniaux, notamment à portée réglementaire.

Conformément à la doctrine du 6 mars 2012, la première étape de la séquence « Éviter / Réduire / Compenser » a bien été adoptée et, suite aux premières versions d'implantation du projet, des évitements ont été réalisés afin de préserver l'ensemble de la parcelle agricole située au sud qui fait partie du domaine vital de nombreuses espèces animales recensées (oiseaux, chiroptères).

C'est sur la base d'une implantation de parc optimisée qu'ont été évalués les impacts du projet. Aussi, sans cette évolution substantielle de l'implantation, les impacts bruts du projet auraient été revus à la hausse.

Ces mesures sont synthétisées dans le tableau ci-dessous, en distinguant celles relatives aux phases de travaux et d'exploitation du projet



Code mesure de l'étude	Code du guide des mesures ERC*	Intitulé mesure	Phase concernée	Enjeux concernés
Mesures d'évitement				
MN-ME01	E1.1.d	Préservation de la totalité de la parcelle agricole au sud	Conception	Habitats naturels et espèces à enjeux
Mesures de réduction				
MN-MR01	R3.1.a	Adaptation du calendrier de travaux	Travaux	Espèces animales
MN-MR02	R1.1.a	Balisage du chantier et plan de circulation des engins	Travaux	Habitats naturels et espèces à enjeux
MN-MR03	R2.1.f	Limitation de la prolifération des espèces exotiques envahissantes	Travaux et exploitation	Habitats naturels et flore
MN-MR04	R2.2.j	Maintien de la perméabilité du site pour le déplacement des mammifères terrestres	Travaux et exploitation	Mammifères terrestres
MN-MR05	R2.2.r	Création d'une haie à l'ouest du parc photovoltaïque	Travaux et exploitation	Habitats naturels, espèces animales
MN-MR06	R2.2.i	Mise en place d'abris à reptiles	Travaux et exploitation	Reptiles
MN-MR07	R2.1.i	Défavorabilisation du site pour l'Alouette des champs	Avant travaux	Alouette des champs
MN-MR08	R2.2.i	Pose de gîtes à chiroptères	Travaux et exploitation	Chiroptères
MN-MR09	R2.1.t	Protocole d'abattage en mode doux de l'alignement d'arbres fruitiers	Travaux	Chiroptères
MN-MR10	R2.1.t	Élaboration d'un document de planification environnementale	Travaux et exploitation	Habitats naturels, flore et faune

• Évaluation des impacts résiduels du projet sur le milieu naturel

Le tableau ci-dessous détaille les impacts résiduels sur les différentes entités du milieu naturel :

Thématique	Type d'impact	Phase du projet	Impacts bruts	Mesures d'évitement et de réduction	Impacts résiduels
Habitats naturels	Dégradation et/ou destruction d'une partie de certains habitats naturels.	Phase travaux	Modéré	MN-ME01, MN-MR02, MN-MR03, MN-MR05	Négligeable
Périmètres de protections réglementaires	Néant	Phase travaux/ Phase exploitation	Nul		
Continuités écologiques	Corridor écologique recensé au sud de l'aire d'étude immédiate	Phase travaux/ Phase exploitation	Modéré	MN-MR02, MN-MR04, MN-MR05	Négligeable
Flore	Le projet sera à l'origine de la destruction et dégradation des espèces végétales présentes sur le site d'implantation. Cependant, aucune espèce à enjeu particulier n'a été recensée.	Phase travaux/ Phase exploitation	Faible	MN-ME01, MN-MR02, MN-MR03	Négligeable
Espèces Exotiques Envahissantes	Propagation potentielle d'espèces	Phase travaux/ Phase exploitation	Faible	MN-MR03	Négligeable
Oiseaux	Destruction potentielle d'individus ou de nichées. Destruction d'une partie de l'habitat naturel et de l'espace de chasse et des ressources alimentaires des espèces d'oiseaux du cortège des milieux ouverts (et dérangement global des autres espèces durant la phase travaux).	Phase travaux/ Phase exploitation	Modéré	MN-ME01, MN-MR01, MN-MR02, MN-MR05, MN-MR07	Négligeable
Entomofaune	Destruction potentielle d'œufs et individus Destruction d'habitats favorables Dérangement d'individus (bruit, vibrations, poussières).	Phase travaux/ Phase exploitation	Faible	MN-ME01, MN-MR01, MN-MR05	Négligeable
Mammifères non-volants	Destruction d'espace de refuge et de reproduction Destruction d'une partie de l'espace de chasse et des ressources alimentaires Dérangement (pollution sonore et pollution lumineuse)	Phase travaux/ Phase exploitation	Faible	MN-ME01, MN-MR01, MN-MR04, MN-MR05	Négligeable
Chiroptères	Dérangement des espèces en phase travaux (bruit, vibrations, émission de poussières). Destruction potentielle d'individus et d'arbres gîtes. Perte d'une partie de l'habitat de chasse des espèces	Phase travaux/ Phase exploitation	Modéré à fort	MN-ME01, MN-MR01, MN-MR02, MN-MR05, MN-MR08, MN-MR09	Faible
Amphibiens	Aucun enjeu particulier	Phase travaux/ Phase exploitation	Nul		Nul
Reptiles	Destruction potentielle d'œufs et individus Dégradation et/ou destruction d'habitats favorables	Phase travaux/ Phase exploitation	Modéré	MN-ME01, MN-MR01, MN-MR02, MN-MR05, MN-MR06	Négligeable

Tableau n°49 : Évaluation des impacts résiduels du projet sur le milieu naturel après mise en place des mesures d'évitement et de réduction

La stricte mise en place de l'ensemble des mesures d'évitement et de réduction permet la diminution significative des impacts sur l'ensemble des habitats naturels, de la flore ainsi que des groupes d'espèces

animales recensés sur l'aire d'étude immédiate. Il conviendra de mettre en place des suivis à courts et longs termes de l'application des mesures afin d'évaluer au mieux leur efficacité et d'adapter les modalités d'application en fonction.

### Mesures prévues pour le milieu humain et le paysage

- Présentation des mesures d'évitement et de réduction des impacts

Les mesures d'évitement et réduction portent principalement sur la gêne occasionnée par le chantier.

Code mesure de l'étude	Code du guide des mesures ERC*	Intitulé mesure	Phase concernée	Enjeux concernés
Mesures d'évitement				
MHP-ME01	E1.1.d	Préservation de la parcelle cultivée	Conception	Agriculture
MHP-ME02	E1.1.c	Dispositif de réduction de l'intensité des champs électromagnétiques	Conception	Usagers et riverains
Mesures de réduction				
MHP-MR01	R2.2.o	Mise en place d'un éco-pâturage ovins	Exploitation	Agriculture
MHP-MR02	R2.1.j	Mise en place d'un dispositif pour la sécurité des tiers et le bon déroulement du chantier	Travaux	Usagers et riverains
MHP-MR03	R2.1.j	Dispositifs de prévention et communication contre la gêne sonore du chantier	Travaux	Usagers et riverains
MHP-MR04	R2.1.j	Dispositifs de limitation de la dégradation de la qualité de l'air	Travaux	Usagers et riverains
MHP-MR05	R2.1.j	Maintien du chantier et des abords propres	Travaux	Paysage
MHP-MR06	R2.1.t	Mesures vis-à-vis des liaisons souterraines ENEDIS	Travaux	Usagers et riverains
MHP-MR07	R2.2.r	Intégration paysagère du parc photovoltaïque	Conception	Paysage

- Évaluation des impacts résiduels du projet sur le milieu humain et le paysage

Le tableau ci-dessous détaille les impacts résiduels sur les différentes entités du milieu humain et du paysage :

Thématique	Type d'impact	Phase du projet	Impacts bruts	Mesures d'évitement et de réduction	Impacts résiduels
<b>Agriculture</b>	Perte agricole	Phase exploitation	Fort	MHP-ME01	Négligeable
	Pérenniser l'activité agricole	Phase exploitation	Faible	MHP-MR01	Négligeable
<b>Émissions</b>	Gêne pour les riverains	Phase travaux et exploitation	Faible	MHP-ME02 MHP-MR03 MHP-MR04	Négligeable
<b>Voiries et chemins</b>	Perturbations de la circulation routière locale	Phase travaux	Faible	MHP-MR02	Négligeable
<b>Réseaux et servitudes</b>	Garantir la sécurité des réseaux ENEDIS	Phase travaux	Modéré	MHP-MR06	Négligeable
<b>Paysage</b>	Modification ponctuelle des perceptions paysagère durant les travaux	Phase travaux	Faible	MHP-MR05	Négligeable
	Visibilité partielle du projet depuis : - les habitations les plus proches, localisées à l'ouest du projet, - le chemin de Bressac longeant l'ouest du site d'implantation	Phase exploitation	Modéré	MHP-MR08	Négligeable

Tableau n°50 : Évaluation des impacts résiduels du projet sur le milieu humain et le paysage après mise en place des mesures d'évitement et de réduction

# 4

## LES PIÈCES MODIFIÉES

### 4.1 Pièce écrite modifiée

Dans le cadre de la présente modification, les pièces écrites du PLU qui nécessitent une modification sont :

**Rapport de présentation** : un complément au rapport de présentation sera intégré au dossier de PLU ; il sera constitué de la présente notice explicative.

**Règlement** : ajout de règle pour le secteur Av.

### 4.2 Pièce graphique modifiée

Le plan de zonage « Plan Général » est modifié.



# Plan Local d'Urbanisme

## Modification n°5 PLU MONTELEGER

Approbation PLU :	14/12/2015
Modification n°1 (procédure simplifiée) :	12/06/2017
Modification n°1 :	12/07/2017
Modification n°2 :	01/07/2019
Modification n°3 :	abandonnée
Modification n°4 :	en cours
<b>Modification n°5 :</b>	<b>en cours</b>

## 2. Pièce écrite modifiée : - Extraits Règlement pages 152-161

**BEAUR**

Siège Social  
10 rue Condorcet  
26100 Romans-sur-Isère  
04 75 72 42 00

Bureau Secondaire  
12 rue Victor-Camille Artige  
07200 Aubenas  
04 75 89 26 08

*mars 23*  
5.21.103



## **TITRE IV - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE AGRICOLE « A »**

# ZONE A

## Caractéristiques de la zone

La zone A correspond aux secteurs agricoles protégés en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles, où seront admis tous les aménagements concourant à la préservation et au développement de l'activité agricole. Dans cette zone, la collectivité n'est pas tenue de créer des équipements publics.

On distingue dans la zone :

- Un **secteur Azh** correspondant à la zone humide présente dans la zone agricole
- **Un secteur Av dans lequel les installations agrivoltaïques ou photovoltaïques sont autorisées sous condition.**

La zone est concernée par la zone rouge du risque inondation dénommée R. Celle-ci est divisée en trois secteurs R1, R2 et R3 en fonction du niveau et de la nature de l'aléa et des enjeux exposés.

Dans ces secteurs du champ d'inondation, toutes les constructions nouvelles sont interdites à l'exception de celles énumérées au **Titre I - dispositions générales- chapitre 2- Risques.**

Par ailleurs, la zone est concernée par le risque de transport de matières dangereuses lié au passage de la canalisation de transport et distribution de gaz de GRT Gaz et de l'oléoduc de défense commune (ODC 1).

## SECTION 1- NATURE DE L'OCCUPATION DU SOL

### Article A 1 – Occupation et utilisation du sol interdites

**Dans l'ensemble de la zone A**, toute construction ou installations est interdite, à l'exception des occupations et utilisations du sol mentionnées à l'article A2.

**Dans le secteur Azh**, toute nouvelle construction est interdite, à l'exception des occupations et utilisations du sol mentionnées à l'article A2

### Article A 2 – Occupation et utilisation du sol admises sous conditions

#### Risques et protections

- A l'intérieur des zones de risques naturels d'inondation et des risques technologiques, les constructions, ouvrages ou travaux autorisées dans la zone, doivent respecter les dispositions édictées au **Titre I - dispositions générales- chapitre 2- Risques**

#### Constructions et installations nouvelles ou existantes

### Dans l'ensemble de la zone A

- Les constructions et installations à caractère technique nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages ;
- les constructions et installations y compris classées, nécessaires à l'exploitation agricole **hors zone de risque inondation R1 et R2** ;
- l'adaptation, la réfection des constructions existantes sous réserve de ne pas engendrer de changement de volumétrie du bâti;
- En application de l'article L.151-11 du code de l'urbanisme : les anciens bâtiments repérés sur le document graphique en raison de leur intérêt architectural ou patrimonial, peuvent faire l'objet d'un changement de destination pour l'habitation ou l'hébergement touristique.

Sont autorisées, sous réserve de ne pas compromettre l'activité agricole ou la qualité paysagère du site et à condition d'assurer le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone :

- L'extension des constructions à usage d'habitation existantes à la date d'approbation du P.L.U.

dans la limite de 33 % de la surface initiale à condition que la surface totale initiale soit supérieure à 40 m<sup>2</sup> et que la surface totale de la construction après travaux n'excède pas 250 m<sup>2</sup> (existant + extensions).

- Les annexes –non accolées- aux habitations existantes, sous réserve que ces annexes soient implantées à une distance maximale de 20 mètres du bâtiment principal de l'habitation dont elles dépendent, dans la limite de 30 m<sup>2</sup> de surface de plancher et d'emprise au sol (total des annexes hors piscine). La superficie du bassin de la piscine est limitée à 50 m<sup>2</sup>.

### Dans le secteur Azh

- Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics.

### Dans le secteur Av :

Les installations de production d'énergie photovoltaïque sous condition du maintien d'une activité agricole telle que :

- Une installation photovoltaïque entretenu annuellement par éco-pâturage ovin ;
- Ou une installation agrivoltaïque.

## SECTION 2- CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL

### Article A 3 – Accès et voiries

#### 1. Principe général

Les voies de desserte et les accès aux terrains doivent être adaptés à l'usage des terrains en terme de trafic (fréquence, entrées, sorties) et d'utilisateurs (véhicules légers, poids lourds, ...). Ils doivent en outre être aménagés de manière à satisfaire les exigences en matière de sécurité routière, de défense contre l'incendie, de la protection civile et de la collecte de déchets et favoriser la lisibilité des modes de circulation doux (vélos, piétons, Personne à Mobilité Réduite) ainsi que la continuité de la chaîne de déplacements.

## **2. Accès**

- Les terrains devront être desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance et à la destination des constructions, ouvrages ou travaux qui doivent être édifiées ;
- Toute opération doit prendre le minimum d'accès sur les voies publiques. Les accès doivent être adaptés à l'opération projetée et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.
- Lorsque le terrain est riverain de deux ou plusieurs voies publiques, l'accès sur celle de ces voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit ;
- Pour être constructible, un terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée soit directement, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur un fonds voisin ;
- Aucun accès direct ou par l'intermédiaire d'un fonds voisin ne peut avoir moins de 3m de large
- La localisation des accès des véhicules doit être choisie en tenant compte des plantations ou espaces verts publics, des dispositifs de signalisation, d'éclairage public, de supports de réseaux ou de tout autre élément de mobilier urbain situés sur l'emprise de la voirie.

## **3. Voirie**

- Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir ;
- Les voies nouvelles publiques ou privées communes, ouvertes à la circulation automobile doivent présenter au minimum une largeur de plate-forme d'emprise de minimum 5 m. toutefois cette emprise peut être réduite à 3.5 m en cas d'opération d'ensemble ou lorsqu'il existe une autre voie d'accès ;
- Les voies nouvelles devront de préférence être traversantes et raccordées aux extrémités aux voies publiques ou privées existantes ou à créer. Pour les liaisons piétonnes, il sera prévu un raccordement minimum de 2 m de largeur (piétons/cycles) ;
- En cas d'impossibilité technique, les voies nouvelles pourront être en impasse. Ces dernières doivent comporter un aménagement permettant aux véhicules de faire demi-tour à leur extrémité, notamment pour les véhicules de services publics (ramassage des ordures ménagères, de lutte contre l'incendie) ;
- Des conditions particulières peuvent être imposées en matière de tracé, de largeur et de modalités d'exécution, afin d'assurer un bon fonctionnement de la circulation et des accès ;

## **Article A 4- Desserte par les réseaux**

### **1. Alimentation en eau potable**

Toute construction ou utilisation du sol qui requiert une alimentation en eau doit être raccordée au réseau public d'eau potable.

***Il convient de se reporter à la « pièce 6.1 – annexes sanitaires/ description du système de distribution et d'alimentation en eau potable- évaluation du bilan besoins/ressources ».***



## **2. Assainissement**

### **a. Eaux usées**

Les eaux usées en provenance de toute occupation et utilisation du sol doivent être traitées par un dispositif non collectif d'assainissement, adapté à la nature géologique du sol et à la topographie du terrain concerné conformément aux prescriptions édictées par l'étude technique présentée au zonage d'Assainissement et de la réglementation en vigueur.

L'évacuation des eaux usées dans les puits perdus, fossés, cours d'eau ou réseaux d'eaux pluviales est interdite.

***Il convient de se reporter à la « pièce 6.1 – annexes sanitaires/ Zonage assainissement des eaux usées ».***

### **b. Eaux pluviales**

Toutes utilisations ou occupations du sol ou modification de son utilisation amenant à modifier l'écoulement des eaux pluviales, doit faire l'objet d'un système de rétention/d'infiltration propre au projet (soit au niveau de la parcelle ou à l'échelle de l'opération pour les opérations d'aménagement), dimensionné sur la base des préconisations du zonage d'assainissement eaux pluviales.

***Il convient de se reporter à la « pièce 6.1 – annexes sanitaires/ Zonage eaux pluviales ».***

## **3. Gaz, électricité, téléphone, télédistribution**

Sauf en cas d'impossibilité technique, les constructions, installations nouvelles ne peuvent être raccordées aux réseaux de distribution que par des ouvrages souterrains jusqu'en limite de parcelle ou intégrées au bâti en cas d'implantation à l'alignement.

## **Article A 5- Caractéristiques des terrains**

Non réglementé

## **Article A 6- Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques**

### **1. Règle générale**

Les constructions nouvelles doivent s'implanter avec un recul d'au moins 10 mètres par rapport à l'alignement des voies publiques ou privées (existantes, à modifier ou à créer), et de 5 mètres minimum au droit des accès garages (dans le cas de voies privées existantes ou projetées, l'alignement est pris à la limite effective de la voie).

Les constructions nouvelles doivent s'implanter à une distance au moins égale à 15 mètres de l'axe de la RD 261 et de la RD 211. Toutefois sont autorisées l'aménagement et l'extension des constructions existantes à la date d'approbation du PLU et comprises en tout ou partie entre l'alignement et le recul imposé, à condition de ne pas réduire le recul existant.

## **2. Equipements publics et d'infrastructure**

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux équipements publics et d'infrastructure ainsi qu'aux ouvrages techniques destinés aux services et réseaux urbains (électricité, gaz, téléphone, etc.) et à leurs locaux techniques.

### **Article A 7- Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives**

#### **1. Règle générale**

Les constructions peuvent être implantées, sur une ou plusieurs limites latérales.

Ne sont pas pris en compte dans les calculs, les ouvrages de faible emprise tels que les débords de toit, oriel, corniche, balcon, motifs de façade, et toute saillie de moins de 1,5 mètre de profondeur.

#### **2. Dispositions particulières relatives aux bâtiments et équipements à caractère public et/ou d'intérêt collectif**

Les constructions nouvelles et leur extension pourront s'implanter soit sur une ou plusieurs limites séparatives de propriété, soit isolées des limites séparatives avec un recul minimum de 3 mètres.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux ouvrages techniques destinés aux services et réseaux urbains (électricité, gaz, téléphone, etc.) et à leurs locaux techniques.

### **Article A 8- implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété**

Non réglementé

### **Article A 9- Emprise au sol**

Non réglementé

### **Article A 10- Hauteur maximum des constructions**

#### **1. Règle générale**

La hauteur au faîtage d'une construction réalisée en extension d'une habitation existante ne pourra dépasser 9m.

En cas d'extension d'une habitation existante dépassant cette hauteur, la hauteur de la construction en extension peut s'aligner sur la hauteur du bâtiment existant.

La hauteur au faîtage des constructions à usage d'annexes, mesurée à partir du sol naturel avant travaux, ne pourra excéder 5m.

## **2. Dispositions particulières**

Des adaptations pourront être admises pour les superstructures liées et nécessaires à l'exploitation du sol ou du sous-sol.

Des adaptations pourront être admises en cas de terrain en pente.

La réhabilitation ou la rénovation des bâtiments existants devra conserver la hauteur initiale des constructions.

Dans le cas de la mise en place de dispositifs destinés à économiser de l'énergie ou à produire de l'énergie renouvelable dans les constructions, tels que éoliennes, rehaussement de couverture pour l'isolation thermique,... peuvent faire l'objet d'un dépassement de hauteur de l'ordre de 0.50 m, dans le respect des dispositions de l'article A 11 relatives à l'aspect extérieur des constructions.

## **3. Dispositions relatives aux bâtiments et équipements à caractère public**

Il n'est pas fixé de règle pour les bâtiments à caractère public et/ou d'intérêt collectif.

## **Article A 11- Aspect extérieur des constructions**

### **1. Règles générales**

Les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier ne doivent pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Les constructions réalisées en extension des habitations existantes ainsi que les constructions d'annexes séparées des constructions principales (garages, abris...) peuvent être autorisées sous réserve de l'utilisation de matériaux en harmonie avec la construction principale.

La volumétrie et les toitures des extensions devront notamment être en harmonie avec celles du bâtiment principal.

Les vérandas peuvent être créées sur le bâti ancien sous réserve que leur architecture soit cohérente avec l'existant.

En ce qui concerne les extensions, le souci d'intégration des constructions dans leur contexte peut conduire à proposer un vocabulaire architectural contemporain. Dans ce cas, la demande d'autorisation d'urbanisme devra mettre en avant un argumentaire architectural rigoureux, démontrant la bonne intégration de l'extension dans son environnement bâti et paysager.

### **2. Constructions à usage d'habitation**

#### **Façades**

- Les murs séparatifs et murs aveugles doivent être en harmonie avec les façades. L'aspect extérieur devra relever d'une certaine unité avec l'environnement bâti. Les teintes blanches, vives ou froides sont proscrites ainsi que les polychromies.

- Sauf à être en pierres apparentes, les façades devront être enduites (ou éventuellement badigeonnées). Dans le cas d'une maçonnerie de pierre, la façade sera soit laissé apparente et jointoyée au mortier de sable ou enduite au même mortier.
- Les imitations de matériaux telles que fausse brique, fausse pierre, faux pans de bois ainsi que l'emploi à nu de parements extérieurs de matériaux en vue d'être recouverts, sont interdites.
- L'utilisation de colonnes décoratives ou tout autre élément architectural anachronique ou étranger à l'architecture locale sont interdits. Dans le cas de restauration, les ornements existantes seront conservées ou restituées.
- Les teintes de couleur des enduits en façade seront mates de ton sable sans jamais être blanc.
- Les volets seront réalisés de préférence de façon traditionnelle (bois croisés et cloutés). Les couleurs vives et blanches sont interdites. Les couleurs pastelées seront préférées aux couleurs franches, vives et froides.
- L'isolation par l'extérieur en saillie des façades des constructions existantes est autorisée. La saillie est limitée à 0.20 cm sur l'alignement de la voie publique ou la limite qui en tient lieu dans une voie privée.

## **Annexes**

Les annexes doivent être traitées avec les mêmes soins et caractéristiques que le bâtiment principal et suivant les mêmes règles.

## **Toitures**

- Les toitures terrasses et les toitures à un pan sont interdites hormis pour les constructions annexes. Les pans coupés sont autorisés en pignon.
- Les pentes de toiture devront être comprises entre 25 % et 35 %.
- Les toitures seront couvertes de tuiles rondes de teintes claires ou vieilles ; Toutefois, pour les extensions ou les réhabilitations de bâtiments existants, les toitures pourront être réalisées dans une couleur similaire à celle existante.
- Les chiens assis sont interdits.
- Les souches de cheminées devront être réalisées aussi près que possible du faîtage et avoir une forme parallélépipédique. Un léger fruit s'achevant en solin peut être admis. Lorsqu'elles ne sont pas construites en pierres, elles devront être enduites.
- Les conduits apparents en saillies sont interdits à l'exception de ceux des eaux pluviales.

## **Percements**

- Les nouveaux percements réalisés à l'occasion d'une extension ou non sont autorisés sous réserve qu'ils respectent le principe d'ordonnancement de la façade initiale.
- Les barreaudages devront être métalliques, droits et verticaux. Les ferronneries seront prises dans le tableau des ouvertures.

## **Clôtures**

- Les murs de clôture à l'alignement des voies publiques devront être réalisés dans les tons préconisés et dans des maçonneries identiques à celles des façades des bâtiments.



- La clôture pourra éventuellement tant à l'alignement qu'en limite séparative être constitué :
  - o de grille simple ou grillage vert d'une hauteur maximale de 2 mètres, pouvant être doublée par des haies vives ;
  - o de mur bahut de 0,50 mètres de hauteur doublé par des haies vives après avoir été surmontés éventuellement d'un grillage vert ou d'une grille simple d'1.50 m de hauteur maximum. (Hors zone inondable uniquement).
- Les portes et portails seront de forme simple et peints. Le portail d'entrée sera proportionné à la clôture et traité de façon cohérente avec celle-ci. Les portes de garages seront pleines (sans oculus) et peintes. Les couleurs vives et blanches sont proscrites.
- Les citernes de combustibles ou autres produits seront enterrées ou, à défaut, masquées par un traitement paysager (haies vives).
- Les soutènements et les parapets seront traités en maçonnerie identique à celle des constructions avoisinantes.
- Les garde-corps seront métalliques, montés en série verticale. Les barreaudages en tubes horizontaux sont interdits.

### **3. Constructions à usage agricole**

#### **Murs extérieurs**

- Les couleurs vives et le blanc sont proscrits.
- Les façades pourront être réalisées en bardage métallique. Dans ce cas, la teinte du bardage devra permettre au projet de s'intégrer parfaitement au bâti existant et au site.

#### **Toitures**

- les toitures terrasses (sauf si elles sont végétalisées) sont interdites, les pans coupés sont autorisés en pignon.
- Les couleurs de toitures vives (notamment le blanc) sont interdites.

#### **Clôtures**

- La hauteur maximale des clôtures est limitée à 1,20 mètre.
- Les clôtures implantées aux angles de carrefour des voies ou à leur voisinage, ne devront pas gêner la visibilité.
- les installations techniques de service public devront s'intégrer de manière harmonieuse dans l'environnement bâti (implantation, aspect extérieur, abords, ...).

### **Article A 12- Stationnement**

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques.

### **Article A 13- Espaces libres et plantations, espaces boisés**

Les bâtiments d'élevage industriel et les dépôts doivent être accompagnés par des rangées d'arbres de haute tige d'essence locale ou d'une masse boisée de manière à masquer au mieux les constructions.

Les essences plantées sur les parcelles support de constructions à usage d'habitation devront de préférence être d'origine locale.

## **SECTION 3- POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL**

### **Article A 14- Coefficient d'occupation des sols**

Non réglementé



# Plan Local d'Urbanisme

## Modification n°5 PLU MONTELEGER

Approbation PLU :	14/12/2015
Modification n°1 (procédure simplifiée) :	12/06/2017
Modification n°1 :	12/07/2017
Modification n°2 :	01/07/2019
Modification n°3 :	abandonnée
Modification n°4 :	en cours
<b>Modification n°5 :</b>	<b>en cours</b>

### 3. Pièce graphique modifiée

**BEAUR**

**Siège Social**  
10 rue Condorcet  
26100 Romans-sur-Isère  
04 75 72 42 00

**Bureau Secondaire**  
12 rue Victor-Camille Artige  
07200 Aubenas  
04 75 89 26 08

*mars 23*  
5.21.103

